

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

# ÉTUDE DES CRÉDITS

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
PARTICULIERS TOME 2

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC  
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

2013-  
2014

Québec 

JANVIER 2013

N°	<b>ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014</b> <b>TABLES DES MATIÈRES</b> <b>RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION</b>	PAGE
1	<p>Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;</li> <li>b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;</li> <li>c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.</li> </ul>	1
2	<p>Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le lieu ;</li> <li>b) le coût ;</li> <li>c) la ou les dates de participation ;</li> <li>d) le nombre de participants ;</li> <li>e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;</li> <li>f) le nom de la formation ou de l'activité.</li> </ul>	3
3	<p>Sommes dépensées en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).</p>	5

N°	<b>ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014</b> <b>TABLES DES MATIÈRES</b> <b>RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION</b>	PAGE
4	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013, en indiquant pour chacun : a) son mandat ; b) la liste des membres ; c) le budget dépensé ; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e) les résultats atteints.	7
5	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.	9
6	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2012-2013. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.	11
7	Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.	13
8	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	15
9	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013.	31
10	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 : a) la liste de tous les concours et tirages effectués ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.	35

N°	<b>ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014</b> <b>TABLES DES MATIÈRES</b> <b>RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION</b>	PAGE
11	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ le nom de toutes les campagnes;</li> <li>➤ les coûts de ces campagnes;</li> <li>➤ le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;</li> <li>➤ les dates de diffusion de la campagne;</li> <li>➤ les objectifs visés par chaque campagne.</li> </ul>	37
12	<p>Pour 2012-2013, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;</li> <li>b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;</li> <li>c) le montant qui leur a été accordé.</li> </ul>	39
13	Sommes ventilées accordées par le ministère pour 2012-2013 et pour 2011-2012 et 2010-2011 concernant la sécurité dans les palais de justice et description des actions concrètes du Ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Prévisions pour 2013-2014.	41
14	Le nombre d'effectifs affectés à la patrouille de la cybercriminalité, leur rémunération, ainsi que le coût du module de cybercrime de la Sûreté du Québec (SQ) pour 2011-2012 et 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014. Préciser le poste de chacun des effectifs et sa provenance.	43
15	Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2012-2013 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2013-2014.	45
16	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour la période 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.	47



N°	<b>ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014</b> <b>TABLES DES MATIÈRES</b> <b>RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION</b>	PAGE
17	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition en 2012-2013, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.	49
18	Le nombre de pistolets Taser ventilé par corps policier (y compris les corps policiers autochtones) et par région pour 2012-2013, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.	51
19	Le nombre d'interventions avec un pistolet Taser ventilé par corps policier (y compris les corps policiers autochtones) et par région pour 2012-2013, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.	53
20	Copie des études, scénarios et /ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2011 concernant le pistolet Taser.	55
21	Le total et le détail des sommes dépensées dans le cadre du projet Nocturne pour la sécurité dans les bars pour 2011-2012 et 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.	57
22	Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour 2012-2013, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.	59
23	Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande pour 2012-2013, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.	61
24	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2012-2013, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.	63
25	Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2005 : a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police ; b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ; c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.	65

N°	<b>ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014</b> <b>TABLES DES MATIÈRES</b> <b>RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION</b>	PAGE
26	Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir : a) description des actions posées, pour chaque phase ; b) les coûts engendrés, pour chaque phase ; c) le nombre d'appels et de dénonciations reçus sur la ligne d'aide téléphonique sans frais.	67
27	Concernant l'unité permanente anticorruption : a) ventilation détaillée des effectifs par poste, selon l'organisme dont ils proviennent; b) Le budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2013-2014 en comparaison avec 2012-2013; c) le détail des coûts engendrés par ses activités ; d) le nombre de procureurs dédiés exclusivement à ses dossiers ; e) le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête; f) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées; g) La liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC; h) Le bilan des activités de l'UPAC.	75
28	Copie des études, scénarios et /ou analyse réalisés depuis le 31 mars 2012 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.	77
29	Estimation des coûts supplémentaires et coûts réels assumés par le ministère de la Sécurité publique et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.	79
30	Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2011-2012 et 2012-2013.	81

N°	<b>ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014</b> <b>TABLES DES MATIÈRES</b> <b>RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION</b>	PAGE
31	Indiquer les sommes dépensées en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 (prévisions pour 2013-2014) par votre ministère/organisme pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.	83
32	Pour chaque année, depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.)	85
33	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, et prévisions pour 2013-2014.	87
34	Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.	89
35	Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile.	91
36	Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la corruption et la collusion.	93
37	Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2003-2004, par année.	95
38	Détail des remboursements, frais payés, subventions et compensations versés aux municipalités suite aux conflits étudiants de 2012. Ventilé par municipalité et par détail des frais.	97
39	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 décembre 2012, répartis par district et par quart de travail. Préciser le nombre d'effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.	43
40	La répartition par catégories (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 décembre 2012.	43
41	La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	43
42	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 décembre 2012.	43
43	Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières répartis par districts et par quart de travail pour 2012-2013. Comparer avec les effectifs des trois années financières précédentes. Prévisions pour 2013-2014.	43

N°	<b>ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014</b> <b>TABLES DES MATIÈRES</b> <b>RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION</b>	PAGE
44	La liste et le détail des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.	43
45	Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 décembre 2012.	43
46	L'investissement pour la période 2012-2013 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2013-2014.	43
47	L'investissement pour la période 2012-2013 en équipements spécialisés, par catégorie et par district. Prévisions pour 2013-2014.	43
48	Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ et les montants facturés à chacune d'elle pour 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.	99
49	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2012-2013.	43
50	<p>Le nombre et la nature des constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012 :</p> <p>a) sur les routes entretenues par le ministère des Transports ;</p> <p>b) sur les routes entretenues par une municipalité.</p> <p>Ventiler également par une distinction entre les constats d'infraction émis sur le réseau autoroutier et en dehors du réseau autoroutier.</p>	43
51	Au 31 décembre 2012, ventilation par poste des effectifs des Escouades régionales mixtes et des Escouades spéciales d'enquête ainsi que le budget annuel accordé. Comparer avec les trois années financières précédentes.	43
52	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2012-2013.	43
53	La répartition par poste des nouveaux officiers et agents de la SQ embauchés pour l'année 2012-2013 avec leur profil de formation. Comparer et ventiler avec les trois années financières précédentes. Prévisions pour 2013-2014.	43

N°	<b>ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014</b> <b>TABLES DES MATIÈRES</b> <b>RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION</b>	PAGE
54	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2012-2013, ainsi que les augmentations prévues.	43
55	Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2011-2012 et 2012-2013.	101
56	Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle en 2012-2013.	43
57	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2012-2013.	43
58	Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012 et les prévisions pour 2013.	103
59	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ pour la période 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.	43
60	Effectifs policiers affectés à des tâches dites «municipales» dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants. (Drummondville, Shawinigan, etc.)	43
61	Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé.	43
62	Nombre, lieux et coût des opérations routières menées contre l'alcool au volant et nombre d'arrestations liées à ces opérations pour 2011-2012 et 2012-2013.	43
63	La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.	105
64	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 décembre 2012, répartis par corps de police municipal.	109
65	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	111

N°	<b>ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014</b> <b>TABLES DES MATIÈRES</b> <b>RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION</b>	PAGE
66	<p>La liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.</p> <p>Fournir également la copie de toute étude concernant le déséquilibre fiscal existant entre les municipalités ayant leur propre corps de police et celles desservies par la Sûreté du Québec.</p>	113
67	Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2012-2013.	115
68	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2012-2013.	117
69	Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 décembre 2012.	119
70	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque établissement de détention au 31 décembre 2012.	121
71	La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	123
72	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention pour les périodes 2011-2012 et 2012-2013.	125
73	Les effectifs (par catégorie d'emplois et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par établissement de détention pour la période 2012-2013.	127
74	Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2011-2012 et 2012-2013.	129
75	Répartition de la durée totale et de la durée moyenne des octrois d'absences temporaires par établissement de détention pour les périodes de 2011-2012 et 2012-2013.	131
76	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention pour la période 2012-2013.	133

N°	<b>ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014</b> <b>TABLES DES MATIÈRES</b> <b>RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION</b>	PAGE
77	Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2011-2012 et 2012-2013.	135
78	Nombre d'agents de surveillance affectés aux suivis en milieu ouvert et à tout autre surveillance de personnes contrevenantes en période de probation, ventilé selon le type de surveillance et par région, pour les périodes 2011-2012 et 2012-2013.	137
79	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 par région administrative.	139
80	Nombre d'agents de probation en fonction, ventilé selon le type d'activité ou de fonction et par région, pour les périodes 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.	141
81	Nombre de dossiers concernant les criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.	143
82	Nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, ventilé par année et par établissement de détention. Préciser le délai moyen (jours) entre la sortie et le retour en détention.	145
83	Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2011-2012 et 2012-2013.	147
84	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes 2011-2012 et 2012-2013.	149
85	Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2012-2013. Fournir l'échéancier complet pour chaque projet (qu'il s'agisse de rénovation ou de nouvelle construction).	151
86	Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci et les salaires donnés aux détenus.	153
87	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les périodes 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.	157



N°	<b>ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014</b> <b>TABLES DES MATIÈRES</b> <b>RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION</b>	PAGE
88	Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les établissements de détention pour les périodes 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013. Ventilation par établissement de détention.	159
89	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les établissements de détention et les palais de Justice (pour comparution) pour les périodes 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013. Ventilation par établissement de détention.	161
90	Le nombre et le coût des installations modulaires (temporaires ou permanentes) et des roulottes dans les établissements de détention pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014. Ventiler par établissement de détention.	163
91	Le nombre d'inspection cellulaire, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013. Ventilé par établissement de détention.	165
92	Échéancier complet et coûts totaux et/ou révisés relativement à la construction des établissements de détention de Sorel, de Roberval, d'Amos et de Sept-Îles.	167
93	Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour l'année 2012-2013.	169
94	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué en 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.	177
95	État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2012-2013.	179
96	Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.	181
97	Détaille de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.	185
98	Échéancier et copie de la refonte (et des modifications) de la loi sur la sécurité civile.	187
99	Description des postes des employés des directions et bureaux régionaux de la sécurité civile.	189
100	Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile.	191



N°	<b>ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014</b> <b>TABLES DES MATIÈRES</b> <b>RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION</b>	PAGE
101	<p>Concernant les inondations du printemps 2011 dans le Haut-Richelieu, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Combien de sinistrés attendent toujours le paiement complet de leur dédommagement par le ministère de la Sécurité publique (dossiers ouverts);</li> <li>b. Pour les sinistrés qui attendent toujours le paiement complet de leur dédommagement par le ministère de la Sécurité publique (dossiers ouverts), pourcentage de l'aide payé à laquelle ils sont admissibles.</li> <li>c. Quels sont les montants déboursés jusqu'à maintenant aux sinistrés de la rivière Richelieu et combien d'argent estime-t-on qu'il reste à verser;</li> <li>d. combien de personnes se sont prévaluées de leur droit de reconstruire dans la zone 2-20 ans.</li> </ul>	193
102	Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2012-2013.	195
103	La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	197
104	La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	199
105	La liste des conditions et des tests requis pour être admissible à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.	201
106	La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.	203
107	Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2012-2013.	205
108	La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	207
109	La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2012-2013 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.	209

N°	<b>ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014</b> <b>TABLES DES MATIÈRES</b> <b>RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION</b>	PAGE
110	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour la période 2012-2013 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	211
111	Liste des motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.	213
112	Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emplois, ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2012-2013.	215
113	La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	217
114	Le nombre de dossiers reçus pour la période 2010-2011 par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux).	219
115	Le nombre de dossiers en suspens au 31 décembre 2012, par catégorie et par origine.	221
116	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.	223
117	État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.	225
118	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2012-2013, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.	227
119	Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories 2012-2013.	229
120	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations prévues et les bonis et primes reçues au cours de la même période.	231
121	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2009, 2010, 2011 et 2012, ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	233
122	La liste des enquêtes terminées en 2012-2013 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).	235

N°	<b>ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014</b> <b>TABLES DES MATIÈRES</b> <b>RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - 2<sup>e</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION</b>	PAGE
123	La liste des enquêtes pendantes au 31 décembre 2012 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	237
124	Copie des directives envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2012-2013.	239
125	Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2012-2013, et prévisions pour 2013-2014.	241
126	La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2012-2013, incluant leur CV, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.	243
127	Répartition des décisions prises par la commission pour l'année 2012-2013, (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience).	245
128	La répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour la période 2012-2013.	247
129	Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.	249
130	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.	251
131	Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2012-2013.	253
132	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrer en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	255
133	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps policiers mandatés, pour chaque secteur d'activités pour la période 2012-2013.	257
134	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués pour la période 2012-2013, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	259
135	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2012-2013, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	261

N°	<b>ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014</b> <b>TABLES DES MATIÈRES</b> <b>RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION</b>	PAGE
136	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2012-2013.	263
137	Le nombre de licences de course, de pistes de courses, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2012-2013.	265
138	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour la période 2012-2013 ainsi que le résultat de la décision.	267
139	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.	269
140	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gente féminine dans des bars ou clubs en 2011-2012 et 2012-2013.	271
141	Depuis 2004, le nombre de contrôle anti-dopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positifs, les sanctions liés, les heures et lieux des contrôles. Ventilé par sport.	273
142	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2011-2012 et 2012-2013, par région.	275
143	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2011-2012 et 2012-2013.	277

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE**

**Question 1 : Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013, indiquer :**

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;**
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;**
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.**

Veuillez vous référer à la question 5 du groupe de l'opposition officielle.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE**

**Question 2 : Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :**

- a) le lieu ;**
- b) le coût ;**
- c) la ou les dates de participation ;**
- d) le nombre de participants ;**
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;**
- f) le nom de la formation ou de l'activité.**

Veuillez vous référer à la question 11 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE**

**Question 3 : Sommes dépensées en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).**

Veuillez vous référer à la question 1 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE**

**Question 4 : Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013, en indiquant pour chacun :**

- a) son mandat ;**
- b) la liste des membres ;**
- c) le budget dépensé ;**
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;**
- e) les résultats atteints.**

Veuillez vous référer à la question 4 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

**Question 5 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.**

Veillez vous référer aux questions 7 et 8 du groupe de l'opposition officielle.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01**

**Question 6 : Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2012-2013. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.**

Veillez vous référer à la question 9 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

**Question 7 : Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.**

Veuillez vous référer à la question 10 du groupe de l'opposition officielle.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION – 01.01**

**Question 8 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés , le nom des firmes retenues et les coûts.**

Documents traduits	Contrats octroyés	Nom des firmes retenues	Coûts (\$)
Communiqué de presse	Service de traduction	Bureau de traduction Atlas enr.	126
Message concernant manifestation violentes	Service de traduction	Bureau de traduction Atlas enr.	38
Lettre à M. Rhodes, Toronto	Service de traduction	Bureau de traduction Atlas enr.	37
Cahier Introduction– Bilan des actions 2012-05-31– Atelier – Mot du ministre	Service de traduction	Bureau de traduction Atlas enr.	488
Texte des spécificités autochtones pour la clientèle inuite	Service de traduction	Karen P. Williamson	73
Biographie du ministre	Service de traduction	Karen P. Williamson	68
Lettre du ministre (français-allemand)	Service de traduction	Gudrun Deumié-Michael	35
Texte de l'Inter-Action et l'inventaire des fichiers de renseignements personnels	Révision de textes	Stéphanie de Launière	600
Textes pour prochain forum sur la sécurité incendie	Révision de textes	Stéphanie de Launière	175
Article - <i>La probation dans l'angle mort de la criminologie</i>	Révision linguistique	Christine Paré communication inc.	315
Aucun	Interprétation simultanée	SDL	4 525

La période de collecte d'information est du 1<sup>er</sup> avril au 30 novembre 2012.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04**

<b>Question 8 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.</b>			
<b>Documents traduits</b>	<b>Contrats octroyés</b>	<b>Nom des firmes retenues</b>	<b>Coûts (\$)</b>
Communiqués 2012-24, 2012-25, 2012-26, 2012-27, 2012-28 Notes aux directeurs de police 2012-11-01, 2012-11-09, 2012-11-09, 2012-11-13 Deux lettres	Français vers Anglais	Les Productions Trois-Points Limitée	542
Note aux directeurs de police 2012-09-17 Communiqué 2012-21 Deux lettres	Français vers Anglais	Les Productions Trois-Points Limitée	158
Communiqués 2012-16 et 2012-18	Français vers Anglais	Les Productions Trois-Points Limitée	286
Communiqués 2012-11, 2012-12, 2012-13, 2012-15 Notes aux directeurs de police 2012-07-10 et 2012-07-12	Français vers Anglais	Les Productions Trois-Points Limitée	548
Communiqué 2012-10 Notes aux directeurs de police 2012-05-29 et 2012-06-01	Français vers Anglais	Les Productions Trois-Points Limitée	232
Communiqués 2012-09 et 2012-08 Deux lettres	Français vers Anglais	Les Productions Trois-Points Limitée	448
Communiqués 2012-19 et 2012-20 Mise à jour 63 du Guide de pratiques policières	Français vers Anglais	Les Productions Trois-Points Limitée	1 198
Guide d'enquête sur les disparitions et enlèvements	Français vers Anglais	École nationale de police du Québec	8 265

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04**

<b>Question 8 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.</b>			
<b>Documents traduits</b>	<b>Contrats octroyés</b>	<b>Nom des firmes retenues</b>	<b>Coûts (\$)</b>
Annexe 3 Oath of Office	Français vers Anglais	Ann Samson, traductrice agréée	138
Annexe 4 Oath of Secrecy			

La période de collecte de l'information est du 1<sup>er</sup> avril au 30 novembre 2012.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05**

**Question 8 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.**

<b>Documents traduits</b>	<b>Contrats octroyés</b>	<b>Nom des firmes retenues</b>	<b>Coûts (\$)</b>
Bulletin Feu Follet (1 <sup>er</sup> cycle)	Via la DCOM	Bureau de traduction Atlas enr.	128
Forum sur la sécurité incendie 2012	Via la DCOM	Bureau de traduction Atlas enr.	49
(VC) ANG-Salluit_Érosion_Rapport_CRI	Contrat	Bureau de Traduction Atlas enr.	10
Formulaire des demandes du Fonds des nouvelles initiatives de recherche et sauvetage	Contrat	Bureau de Traduction Atlas enr.	1 235
Lettre à un sinistré	Contrat	Traductions scientifiques C.H.-K.A.Y. inc.	45
Lettre à un sinistré	Contrat	Traductions scientifiques C.H.-K.A.Y. inc.	144
Lettre à un sinistré	Contrat	Traductions scientifiques C.H.-K.A.Y. inc.	45
Lettre de révision	Contrat	Traductions scientifiques C.H.-K.A.Y. inc.	84

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05**

**Question 8 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.**

<b>Documents traduits</b>	<b>Contrats octroyés</b>	<b>Nom des firmes retenues</b>	<b>Coûts (\$)</b>
Lettre à un sinistré	Contrat	Traductions scientifiques C.H.-K.A.Y. inc.	45
Lettre manuscrite ministre Norman MacMillan	Contrat	Traductions scientifiques C.H.-K.A.Y. inc.	88
Lettre à un sinistré	Contrat	Traductions scientifiques C.H.-K.A.Y. inc.	45

La période de collecte d'information est du 1<sup>er</sup> avril au 30 novembre 2012.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION DES SERVICES À LA GESTION - ÉLÉMENTS DE GESTION CENTRALE 01.06**

Question 8 : LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2012-2013. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.			
Documents traduits	Contrats octroyés	Nom des firmes retenues	Coûts (\$)
Traduction de règlements	Du français vers l'anglais	CSPQ	3 071
Traduction de projet de loi public			11 810
La période de collecte d'information est du 1 <sup>er</sup> avril au 30 novembre 2012.			



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX – 03.01**

**Question 8 : LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2012-2013. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.**

<b>Documents traduits</b>	<b>Contrats octroyés</b>	<b>Nom des firmes retenues</b>	<b>Coûts (\$)</b>
Décision d'un régisseur d'instruction	Traduction du français vers l'anglais	Alpha traduction et interprétations inc.	56
Décision d'un régisseur d'instruction	Traduction du français vers l'anglais	Alpha traduction et interprétations inc.	28
Demande de permis d'organisateur valable pour une manifestation sportive	Traduction du français vers l'anglais	Alpha traduction et interprétations inc.	72
Avis de rencontre	Traduction du français vers l'anglais	Alpha traduction et interprétations inc.	182
Loi, projet de loi et règlement	Traduction du français vers l'anglais	Publications du Québec	2 618
La période de collecte d'information est du 1 <sup>er</sup> avril au 30 novembre 2012.			



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES – 03-02**

**Question 8 : LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2012-2013. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.**

Documents traduits	Contrats octroyés	Nom des firmes retenues	Coûts (\$)
<p>Décisions rendues lors des audiences</p> <p>La période de collecte d'information est du 1<sup>er</sup> avril au 30 novembre 2012.</p>	<p>Procéder à la traduction du français à l'anglais des documents soumis.</p>	<p>Traduction Amérique</p>	<p>2 155</p>



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner-03.03**

Documents traduits	Contrats octroyés	Nom des firmes retenues	Coûts (\$)
Rapports d'investigation et d'enquête	Traduction français/ anglais de 48 rapports d'investigation et d'enquête	Traduction Alain Gélinas inc.	3 928

La période de collecte d'information est du 1<sup>er</sup> avril au 30 novembre 2012.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03.04**

<b>Question 8 : LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2012-2013. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.</b>			
<b>Documents traduits</b>	<b>Contrats octroyés</b>	<b>Nom des firmes retenues</b>	<b>Coûts (\$)</b>
Décisions	110	Traductions Amérique	6 984
Plainte reçue en Inuktituk	1	Keleny Inc.	360
<p>La période de collecte d'information est du 1<sup>er</sup> avril au 30 novembre 2012.</p>			



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Direction et services support à la gestion – 01.01**

**QUESTION 9 : Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contracts, en 2012-2013.**

Adresses	Nature de la demande
Québec, 2525 Laurier	aménagement de deux bureaux fermés
Gatineau, 170 de l'Hôtel-de-Ville	location d'un nouvel espace à bureaux
Montréal, 201 Laurier	location d'un nouvel espace à bureaux
Varennnes, 100 de la Marine	location d'un nouvel espace à bureaux
Montréal, 1 Notre-Dame	analyse pour travaux de réfection
Sorel, 46 Charlotte	réaménagement et agrandissement des locaux
Gatineau, 75 Saint-François	travaux de réfection
New Carlisle, 87 Gérard-D.-Lévesque	location d'un nouvel espace

La période de collecte d'information est du 1<sup>er</sup> avril au 30 novembre 2012.



**Ministère de la Sécurité publique**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 9 : Mandats donnés à la Société Immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régle et/ou par sous-contrats, en 2012-2013.**

Travaux d'aménagement : Ajout de deux bureaux fermés dans la suite 9.97 du 1, rue Notre-Dame Est, à Montréal.

La période de collecte d'information est du 1<sup>er</sup> avril au 30 novembre 2012.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Ministère**

**QUESTION 10: Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 :**

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun de ces concours.**

Aucun





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie – 01.05**

**Question 11 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013 :**

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

<u>Liste des campagnes de publicité et de sensibilisation</u>	<u>Fournisseurs</u>	<u>Coût (\$)</u>
<p><b><u>Semaine de la sécurité civile 2011 (1<sup>er</sup> au 7 mai 2011)</u></b>  <b>Thème : « La nature ne pardonne pas! Avez-vous votre trousse d'urgence? »</b>  <b>Objectif visé : Sensibiliser les citoyens à l'importance de se préparer pour faire face à diverses situations d'urgence.</b>  Promotion concours 72 heures Gagnez une trousse d'urgence avec le BAC sur Internet  Publicité sur MSN/Hotmail</p>	<p>Bureau d'assurance du Canada (BAC)  Centre de services partagés du Québec</p>	<p>5 000  6 300</p>
<p><b><u>Semaine de la prévention des incendies 2011 (9 au 15 octobre 2011)</u></b>  <b>Thème : « Agissez en citoyen averti, vérifiez vos avertisseurs »</b>  <b>Objectif visé : Prévenir les incendies au Québec et réduire le nombre de décès, de blessés ainsi que les pertes matérielles liés aux incendies.</b>  Diffusion Radio La Grande Évacuation  Signet La Grande Évacuation  Miniaffiche (pochette de presse)  Chroniques dans le site Protegez-vous.ca  Publicité dans le magazine Protégez-Vous</p>	<p>Cogeco Diffusion  Imprimerie Budget  Les Copies de La Capitale inc.  Les éditions Protégez-Vous  Les éditions Protégez-Vous</p>	<p>22 440  2 731  48  2 500  4 000</p>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie – 01.05**

**Question 11 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013 :**

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

<u>Liste des campagnes de publicité et de sensibilisation</u>		
<b><u>Semaine de la sécurité civile 2012 (6 au 12 mai 2012)</u></b> <b>Thème : « La nature ne pardonne pas, êtes-vous prêt? »</b> <b>Objectif visé : Sensibiliser les citoyens à l'importance de se préparer pour faire face à diverses situations d'urgence.</b> Participation à une campagne radio réalisée par le BAC Publicité Web sur Météo Média	Bureau d'assurance du Canada (BAC) Centre de services partagés du Québec	5 000 10 800
<b><u>Semaine de la prévention des incendies 2012 (7 au 13 octobre 2012)</u></b> <b>Thème : « Notre plan d'évacuation, on l'on fait! »</b> <b>Objectif visé : Prévenir les incendies au Québec et réduire le nombre de décès, les blessés ainsi que les pertes matérielles liés aux incendies.</b> Campagne d'affichage Zoom Média La Grande Évacuation Autocollants La Grande Évacuation Chroniques dans le site Protegez-Vous.ca Publicité dans le magazine Quorum Publicité dans la revue Les Débrouillards	Centre de services partagés du Québec Mirabau Sérigraphie Les éditions Protégez-Vous Fédération québécoise des municipalités Les Publications BLD inc.	17 281 5 138 2 500 2 300 2 800

La période de collecte d'information est du 1<sup>er</sup> avril au 30 novembre 2012.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 12 : Pour 2012-2013, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :**

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;**
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;**
- c) le montant qui leur a été accordé.**

Veuillez vous référer à la question 51 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04**

**Question 13 : Sommes ventilées accordées par le ministère pour 2012-2013 et pour 2011-2012 et 2010-2011 concernant la sécurité dans les palais de justice et description des actions concrètes du Ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Prévisions pour 2013-2014.**

Veillez vous référer à la question 54 du groupe de l'opposition officielle.



## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

(Pour les réponses aux questions du 2<sup>e</sup> groupe de l'opposition (14, de 39 à 47, de 49 à 54 et 56, 57, 59, 60, 61,62) voir le cahier de la Sûreté du Québec)

### Deuxième groupe de l'opposition

14. Le nombre d'effectifs affectés à la patrouille de la cybercriminalité, leur rémunération, ainsi que le coût du module de cybercrime de la Sûreté du Québec (SQ) pour 2011-2012 et 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014. Préciser le poste de chacun des effectifs et sa provenance.
39. Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 décembre 2012, répartis par district et par quart de travail. Préciser le nombre d'effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.
40. La répartition par catégories (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 décembre 2012.
41. La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations et bonis prévus.
42. Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 décembre 2012.
43. Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières répartis par districts et par quart de travail pour 2012-2013. Comparer avec les effectifs des trois années financières précédentes. Prévisions pour 2013-2014.
44. La liste et le détail des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.
45. Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 décembre 2012.
46. L'investissement pour la période 2012-2013 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2013-2014.
47. L'investissement pour la période 2012-2013 en équipements spécialisés, par catégorie et par district. Prévisions pour 2013-2014.
49. La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2012-2013.
50. Nombre et la nature des constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2012 :
  - a) sur les routes entretenues par le ministère des Transports ;
  - b) sur les routes entretenues par une municipalité.Ventiler également par une distinction entre les constats d'infraction émis sur le réseau autoroutier et en dehors du réseau autoroutier.
51. Au 31 décembre 2012, ventilation par poste des effectifs des Escouades régionales mixtes et des Escouades spéciales d'enquête ainsi que le budget annuel accordé. Comparer avec les trois années financières précédentes.

52. Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2012-2013.
53. La répartition par poste des nouveaux officiers et agents de la SQ embauchés pour l'année 2012-2013 avec leur profil de formation. Comparer et ventiler avec les trois années financières précédentes. Prévisions pour 2013-2014.
54. La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2012-2013, ainsi que les augmentations prévues.
56. Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle en 2012-2013.
57. Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2012-2013.
59. Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ pour la période 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.
60. Effectifs policiers affectés à des tâches dites «municipales» dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants. (Drummondville, Shawinigan, etc.)
61. Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé.
62. Nombre, lieux et coût des opérations routières menées contre l'alcool au volant et nombre d'arrestations liées à ces opérations pour 2011-2012 et 2012-2013.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION 01.04**

**Question 15 : Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2012-2013 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2013-2014.**

Veuillez vous référer à la question 18 du groupe de l'opposition officielle.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04**

**QUESTION 16 : Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour la période 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.**

	2012-2013
<b>ERM Gangs de rue Québec</b>	8
<b>ERM Gangs de rue Laval / Couronne-nord</b>	12
<b>ERM Gangs de rue Outaouais</b>	7
<b>ERM Gangs de rue Montérégie</b>	7
<b>Montréal (Groupe Éclipse)</b>	66
<b>Montréal (Plan d'action Montréal-Nord)</b>	9
<b>Coordination SQ</b>	2
<b>TOTAL</b>	111

N.B. : Le nombre de policiers inscrit inclut les effectifs de la Sûreté du Québec affectés au sein des différentes ERM Gangs de rue

La période de collecte d'information est du 1<sup>er</sup> avril au 30 novembre 2012.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION 01.04**

**Question 17 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition en 2012-2013, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.**

Veillez vous référer à la question 93 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

**Question 18 : Le nombre de pistolets Taser ventilé par corps policier (y compris les corps policiers autochtones) et par région pour 2012-2013, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.**

Veuillez vous référer aux questions 94 et 96 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE**

**Question 19 : Le nombre d'interventions avec un pistolet Taser ventilé par corps policier (y compris les corps policiers autochtones) et par région pour 2012-2013, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.**

Veuillez vous référer aux questions 95 et 97 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

**Question 20 : Copie des études, scénarios et /ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2011 concernant le pistolet Taser.**

Veillez vous référer à la question 3 du groupe de l'opposition officielle.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04**

**QUESTION 21 : Le total et le détail des sommes dépensées dans le cadre du projet Nocturne pour la sécurité dans les bars pour 2011-2012 et 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.**

La ventilation des dépenses est la suivante :

Sommes dépensées programme Nocturne année	2011-2012	2012-2013*
Professionnel – coordination du programme (25 % de la tâche)	21 085 \$	14 355 \$
Agente de secrétariat – saisie des fiches signalétiques (25 % de la tâche)	8 615 \$	11 321\$
Matériel promotionnel	0 \$	0 \$
Sous-total	29 700 \$	25 676 \$

\* Dépenses probables



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION 01.04**

**Question 22 : Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour 2012-2013, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.**

Veillez vous référer à la question 92 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION 01.04**

**Question 23 : Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande pour 2012-2013, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.**

Veillez vous référer à la question 98 du groupe de l'opposition officielle.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04**

**QUESTION 24 : La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2012-2013, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.**

Les données ne sont pas disponibles.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité- protection – 01.04**

**QUESTION 25 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année, depuis 2005 :**  
**a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;**  
**b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;**  
**c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles.**

**b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation**

**Infractions sexuelles enregistrées par les corps policiers selon le type de classement**

Type de classement	2005	2006	2007	2008	2009	20210a	2011p	2012
Classées par mise en accusation	2 187	2 186	1 862	1 809	1 613	1 607	1 322	ND
Classées sans mise en accusation	1 966	1 891	1 641	1 592	1 592	1 495	1 155	ND
<i>Infractions classées</i>	<i>4 153</i>	<i>4 077</i>	<i>3 503</i>	<i>3 401</i>	<i>3 205</i>	<i>3 102</i>	<i>2 477</i>	ND
Infractions non classées	1 614	1 766	1 550	1 854	2 035	2 306	2 481	ND
<b>Total</b>	<b>5 767</b>	<b>5 843</b>	<b>5 053</b>	<b>5 255</b>	<b>5 240</b>	<b>5 408</b>	<b>4 958</b>	ND

Type de classement	2005	2006	2007	2008	2009	2010a	2011p	2012
Classées par mise en accusation	37,9	37,4	36,8	34,4	30,8	29,7	26,7	ND
Classées sans mise en accusation	34,1	32,4	32,5	30,3	30,4	27,6	23,3	ND
<i>Infractions classées</i>	<i>72,0</i>	<i>69,8</i>	<i>69,3</i>	<i>64,7</i>	<i>61,2</i>	<i>57,3</i>	<i>50,0</i>	ND
Infractions non classées	28,0	30,2	30,7	35,3	38,8	42,7	50,0	ND
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100.</b>	ND

a : données actualisées

p : données provisoires

n.d. : données non disponibles. L'extraction des données 2012 sera effectuée en avril 2013.

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

**c) Nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles**

Les données Programme DUC 2 ne permettent pas de fournir ces données. Cette question relève du ministère de la Justice du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité- protection – 01.04**

**QUESTION 25 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année, depuis 2005 :**

- a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
- b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;
- c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles.

**a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police**

**Nombre d'infractions sexuelles enregistrées par les corps policiers**

Catégories d'infractions	2005	2006	2007	2008	2009	2010a	2011p	2012
<b>Nombre</b>								
Agressions sexuelles graves	56	44	22	22	25	34	21	n.d
Agressions sexuelles armés	85	89	71	79	54	66	61	n.d
Agressions sexuelles simples	4 606	4 774	3 999	4 126	4 084	4 104	3 667	n.d
<i>Total des agressions sexuelles</i>	<i>4 747</i>	<i>4 907</i>	<i>4 092</i>	<i>4 227</i>	<i>4 163</i>	<i>4 204</i>	<i>3 749</i>	<i>n.d</i>
Autres infractions d'ordre sexuel <sup>1</sup>	1 020	936	961	1 028	1 077	1 204	1 209	n.d
<b>Total</b>	<b>5 767</b>	<b>5 843</b>	<b>5 053</b>	<b>5 255</b>	<b>5 240</b>	<b>5 408</b>	<b>4 958</b>	<b>n.d</b>

a : données actualisées

p : données provisoires

n.d. : données non disponibles. L'extraction des données 2012 sera effectuée en avril 2013.

1- Les autres infractions d'ordre sexuel regroupent les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'inceste, les relations sexuelles anales non consentantes ou entre personnes de moins de 18 ans, la bestialité et, depuis 2008, la corruption d'enfant, le leurre d'un enfant au moyen d'un ordinateur et le voyeurisme.

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02**

**Question 26 : Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir :**

- a) description des actions posées, pour chaque phase ;**
- b) les coûts engendrés, pour chaque phase ;**
- c) le nombre d'appels et de dénonciations reçus sur la ligne d'aide téléphonique sans frais.**

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

*NOTE : Aucune somme directe n'a été octroyée à la Direction générale des Services correctionnels pour la mise en œuvre de nos engagements. Ceux-ci ont donc été directement intégrés aux pratiques des intervenants du réseau correctionnel. Ces mesures sont d'ailleurs, pour la majorité d'entre elles, des obligations issues de la Loi sur le système correctionnel du Québec.*

**Mesure 42 – Information aux victimes**

En vertu de la Loi sur le système correctionnel du Québec (LSCQ), les Services correctionnels du Québec (SCQ) et la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC) doivent fournir systématiquement aux victimes de tout délit de nature sexuelle certains renseignements concernant leur agresseur incarcéré. Parmi ces renseignements se trouvent, notamment, la date d'admissibilité à une mesure d'élargissement de l'établissement de détention (ED), la date d'octroi et les conditions qui s'y rapportent (incluant la destination de la personne contrevenante), la date de sa libération définitive, le fait qu'elle se soit évadée ou qu'elle soit en liberté illégale ainsi que les décisions de la CQLC.

**Mesure 49 – Représentations écrites des victimes**

La LSCQ prévoit, notamment, que les victimes peuvent faire des représentations écrites dans le cadre des mesures d'élargissement dont pourrait bénéficier leur agresseur incarcéré. Ces représentations sont prises en compte par les SCQ et par la CQLC, le cas échéant (en fonction de leurs responsabilités respectives), lors du processus d'évaluation de la personne contrevenante et du processus décisionnel en vue d'une mesure d'élargissement.

**Mesures 42 et 49**

Un point de chute provincial pour recevoir les demandes et les représentations écrites des victimes est en place à la Direction générale adjointe aux programmes, à la sécurité et à l'administration (DGA-PSA). De plus, des répondants du réseau correctionnel ont été désignés pour l'information aux victimes, et ce, dans tous les ED et dans toutes les directions des services professionnels. Des personnes ont aussi été nommées à la CQLC pour transmettre de l'information aux victimes. Entre le 1<sup>er</sup> avril 2012 et le 30 novembre 2012, les services correctionnels ont traité 177 représentations écrites et 211 demandes d'obtention de renseignements. Il faut cependant souligner que ce service n'est pas offert exclusivement aux victimes d'agressions sexuelles.

Enfin, il importe de souligner que la majorité des mesures du présent plan d'action constituent aussi des obligations en vertu de la LSCQ, ce qui en assure la pérennité.

**Mesure 50 – Programme INFOVAC-PLUS**

Le ministère de la Justice (MJQ) (responsable de cette mesure) fait parvenir des informations précises aux victimes via les programmes INFOVAC (premier envoi) et INFOVAC-Plus (second envoi). Lors de ce dernier envoi, dont la distribution se trouve sous la responsabilité des CAVAC, les victimes sont informées de la nature de la sentence imposée à la personne contrevenante. De plus, cet envoi contiendra aussi le dépliant d'information aux victimes produit par le ministère de la Sécurité publique (MSP). Ce dépliant contient, notamment, une section pour les victimes qui souhaitent informer les instances concernées de tout changement d'adresse ou de numéro de téléphone. Il contient aussi un formulaire leur permettant de faire des représentations écrites, c'est-à-dire de faire part de la manière dont le crime commis les affectées et des répercussions qu'elles en subissent depuis. Bien que la distribution du dépliant se fera essentiellement lors de cet envoi (INFOVAC-Plus) par le MJQ, il sera aussi disponible sur le site web du MSP.

**Mesure 51 – Ligne téléphonique sans frais**

Une ligne téléphonique sans frais, administrée par la DGA-PSA, est disponible à l'intention des victimes et de leurs intervenants. Entre le 1<sup>er</sup> avril 2012 et le 30 novembre 2012, 98 victimes ont utilisé la ligne sans frais.

**Mesure 62 – Éclairage à la cour**

À la demande du tribunal au stade présentiel, les intervenants correctionnels fournissent un éclairage concernant la personne contrevenante.

**Mesure 63 – Référence à des ressources spécialisées**

Dans le cadre de leurs fonctions, et à la suite de l'évaluation de la personne contrevenante, les intervenants correctionnels réfèrent les personnes contrevenantes à des ressources spécialisées pouvant leur venir en aide.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

La réouverture de l'ED de Percé a permis d'offrir un programme d'évaluation et de traitement à l'intention des agresseurs sexuels incarcérés pour une période de deux ans moins un jour. À cet égard, le dépistage et la référence rapide des délinquants sexuels vers cet établissement demeurent un enjeu majeur. Ce sont les professionnels oeuvrant dans les différents établissements du réseau correctionnel et qui ont été formés sur la procédure de dépistage et référence qui ont la responsabilité de cette tâche.

**Mesure 64 – Cohérence des conditions imposées à la personne contrevenante**

Les SCQ vérifient la cohérence de conditions imposées à la personne contrevenante aux étapes du processus judiciaire et correctionnel et soumettent toute incohérence à l'attention du tribunal (intégré aux pratiques des intervenants). De plus, la CQLC assure la cohérence des conditions qu'elle impose au regard de celles déterminées par le tribunal.

**Mesure 65 – Évaluation des personnes contrevenantes**

Les SCQ évaluent les personnes contrevenantes qui se trouvent sous leur responsabilité. Cet engagement constitue d'ailleurs une obligation en vertu de la loi. Afin de se doter d'outils d'évaluation standardisés et spécifiquement conçus pour cette clientèle particulière, les SCQ ont participé à un projet pilote pancanadien sur l'utilisation de ces outils. Au printemps 2009, quatre-vingt-dix professionnels ont reçu une formation générale portant sur la problématique de la délinquance sexuelle ainsi qu'une formation spécifique sur les outils d'évaluation de cette clientèle. En 2012, quarante-cinq professionnels supplémentaires ont reçu cette même formation. Ces outils sont maintenant utilisés dans l'évaluation des délinquants sexuels condamnés à une peine de détention ou à une mesure dans la communauté de plus de six mois.

**Mesure 66 – Accès à des programmes et services spécialisés**

Cet engagement constitue aussi une obligation en vertu de la loi. En novembre 2012, un inventaire des programmes offerts aux personnes prévenues ou contrevenantes a été mis à jour et fait état de programmes de sensibilisation et de conscientisation à l'intention des délinquants sexuels se trouvant dans certains ED du Québec. L'ED de Percé, dont la vocation spécifique est d'offrir un programme d'évaluation et de traitement des agresseurs sexuels, favorise, la bonification des services offerts dans les autres ED provinciaux.

**Mesure 67 – Normes et standards de pratique**

Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), les SCQ ont participé à l'élaboration des normes et standards de pratique pour l'évaluation et l'intervention auprès des agresseurs sexuels adultes. Ce document est actuellement entre les mains du MSSS.

**Mesure 74 – Établissement de détention de Percé**

L'ED de Percé a ouvert ses portes aux premières personnes incarcérées et condamnées pour des délits de nature sexuelle le 17 mai 2010.

**Mesure 77.2 – Protection des renseignements personnels**

Les Services correctionnels ont nommé une personne-ressource au sein de la DGA-PSA afin d'apporter le soutien aux intervenants correctionnels lors de cas litigieux dans le cadre de l'application de la LSCQ modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la divulgation de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04**

**Question 26 : Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir :**

- a) la description des actions posées, pour chaque phase;**
- b) les coûts engendrés, pour chaque phase;**
- c) le nombre d'appels et de dénonciation reçus sur la ligne téléphonique sans frais.**

Voici les principales réalisations des mesures du plan d'action qui concernent la Direction générale des affaires policières :

**Mesure 27 - Favoriser l'harmonisation du processus de filtrage :**

Deux rencontres du comité provincial sur le filtrage réunissant des représentants du MSP, de la Sûreté du Québec, des corps de police de tous les niveaux de service, de l'Association des directeurs de police du Québec et du MELS ont eu lieu en avril et novembre 2012. Le comité provincial sur le filtrage a pour principaux objectifs de :

- traiter de toute question liée au filtrage fait par les services de police (uniformisation du processus de filtrage là où cela est possible, signature des ententes, etc.);
- traiter les situations problématiques liées à l'application des ententes.

De plus, un groupe de travail issu du Comité provincial sur le filtrage a révisé la pratique policière sur le filtrage et un projet a été présenté au Comité sur les pratiques policières en novembre 2012.

**Mesure 29 - Développer et rendre accessibles des initiatives destinées à prévenir ou à réduire les occasions associées aux activités de recrutement d'adolescents et d'adolescentes aux fins d'exploitation sexuelle :**

Dans le cadre du « Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents », issu du *Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue 2011-2014*, une sollicitation de projets a été lancée, en septembre 2012, auprès d'organismes communautaires impliqués en ce domaine. Au terme du processus d'analyse des propositions reçues, quinze projets ont été recommandés au ministre pour un financement total de 1 136 408 \$.

**Mesure 41 - Sensibiliser les services de police autochtones à l'importance de communiquer avec une procureure ou un procureur aux poursuites criminelles et pénales avant d'autoriser une remise en liberté dans les cas d'agression sexuelle :**

Lors des comités de liaison prévus à l'égard des ententes tripartites sur la prestation des services policiers avec les communautés autochtones, les représentants de la Direction des affaires autochtones rappellent aux autorités policières l'importance de se conformer au *Guide de pratiques policières* en matière d'agression sexuelle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04**

**Question 26 : Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir :**

- a) la description des actions posées, pour chaque phase;**
- b) les coûts engendrés, pour chaque phase;**
- c) le nombre d'appels et de dénonciation reçus sur la ligne téléphonique sans frais.**

**Mesure 54 - Réaffirmer, sur le plan national, l'importance de poursuivre l'application de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, de mauvais traitements physiques ou d'une absence de soins menaçant leur santé physique dans le but de garantir une meilleure protection et d'apporter l'aide nécessaire aux enfants victimes d'agression sexuelle :**

La Direction générale des affaires policières (DGAP) participe activement aux rencontres du Comité des responsables nationaux de l'entente multisectorielle ainsi qu'aux différents travaux qui visent le maintien de l'application de cette entente. En plus de s'assurer de la mise à jour de la liste des répondants du secteur policier, elle tente de trouver des solutions, en collaboration avec les autres ministères concernés, aux problèmes rencontrés dans l'application terrain de l'entente multisectorielle.

**Mesure 60 - Collaborer avec la GRC au fonctionnement du Registre national des délinquants sexuels :**

La DGAP a transmis, le 17 septembre 2012, aux corps de police du Québec, un communiqué du Directeur des poursuites criminelles et pénales ayant pour objet les obligations relatives à l'inscription au Registre national des délinquants sexuels.

**Mesure 88 - Assurer la cohérence des programmes de formation de l'École nationale de police du Québec et des collèges avec les orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle :**

La thématique de l'agression sexuelle est abordée dans plusieurs formations offertes à l'ENPQ, que ce soit au niveau du programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie, des programmes de formation initiale en enquête et gestion policière et du perfectionnement professionnel.

Plus spécifiquement en ce qui concerne le **nouveau** programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie, mis en oeuvre depuis novembre 2012, les éléments de formation suivants traitent de cette thématique :

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04**

**Question 26 : Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir :**

- a) la description des actions posées, pour chaque phase;**
- b) les coûts engendrés, pour chaque phase;**
- c) le nombre d'appels et de dénonciation reçus sur la ligne téléphonique sans frais.**

- l'aspirant expérimente une mise en situation d'agression sexuelle dans le cadre de ses activités de patrouille;
- l'aspirant participe à une rétroaction portant spécifiquement sur les agressions sexuelles. Il est amené à effectuer un retour critique et auto-évaluatif sur l'intervention réalisée auprès d'une victime d'agression sexuelle. Les principaux éléments mis en valeurs sont :
  - la prise de contact avec la victime;
  - les informations à communiquer sur les plans légal et social;
  - les références et ressources;
  - le guide de pratiques policières.

Par ailleurs, afin d'assurer la cohérence et l'harmonisation des programmes de l'ENPQ et des collèges, l'ENPQ a organisé, en collaboration avec les douze collèges qui dispensent le programme de Techniques policières, le Forum sur la formation policière les 7 et 8 janvier 2013. Plus de 200 enseignants et instructeurs des collèges étaient présents afin de connaître le nouveau programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie et d'harmoniser les compétences partagées dans le cadre du continuum de formation policière.

Un atelier spécifique couvrait la thématique des agressions sexuelles ainsi que la maltraitance des enfants.

**Mesure 91 - Produire et diffuser un rapport annuel sur les statistiques policières en matière d'agression sexuelle :**

Les statistiques 2011 sur les agressions sexuelles au Québec sont présentes dans le site Internet du MSP.

Le bulletin d'information sur « La criminalité au Québec en 2011 : principales tendances » est disponible depuis juin 2012 sur le site Internet du MSP. Il présente un aperçu des infractions sexuelles pour l'année 2011.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : UNITÉ PERMANENTE ANTI-CORRUPTION

**Question 27 : Concernant l'unité permanente anticorruption : ventilation détaillée des effectifs par poste, selon l'organisme dont ils proviennent; Le budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2013-2014 en comparaison avec 2012-2013; le détail des coûts engendrés par ses activités ; le nombre de procureurs dédiés exclusivement à ses dossiers ;le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête; Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées; La liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC; Le bilan des activités de l'UPAC.**

Veillez vous référer à la question 14 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE**

**Question 28 : Copie des études, scénarios et /ou analyse réalisés depuis le 31 mars 2012 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.**

Veuillez vous référer à la question 2 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 01.02**

**Question 29 : Estimation des coûts supplémentaires et coûts réels assumés par le ministère de la Sécurité publique et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.**

Veillez vous référer à la question 12 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

**Question 30 : Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2011-2012 et 2012-2013.**

Veillez vous référer à la question 15 du groupe de l'opposition officielle.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01**

**QUESTION 31 : Indiquer les sommes dépensées en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 (prévisions pour 2013-2014) par votre ministère/organisme pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.**

Le ministère de la Justice, désigné à titre de mandataire du projet, répondra aux questions pour tous les ministères et organismes (DGSJR du MJQ, DPCP et MSP).

Le projet SIJ dans sa forme initiale a été suspendu et scindé en deux systèmes : «Sentinelle» qui relève du ministère de la Sécurité publique et «Julien» qui relève du ministère de la Justice.

Étapes réalisées (Sentinelle) :

- L'architecture est réalisée à 95 %.
- La réalisation technique est complétée à 40 %.
- Présentation du dossier d'affaires final au Dirigeant principal de l'information (DPI).

Date d'implantation (Sentinelle) :

- 18 mois après l'obtention de l'autorisation du Conseil du trésor.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

**Question 32 : Pour chaque année, depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.)**

Veillez vous référer à la question 13 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINSITÈRE

**Question 33 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, et prévisions pour 2013-2014.**

Veillez vous référer à la question 52 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION 01.04**

**Question 34 : Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.**

Veuillez vous référer à la question 53 du groupe de l'opposition officielle.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION – 01.04**

**QUESTION 35 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile.**

Aucune.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE**

**QUESTION 36 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la corruption et la collusion.**

Aucune.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE**

**Question 37 : Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2003-2004, par année.**

Veillez vous référer à la question 99 du groupe de l'opposition officielle.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION – 01.04**

**QUESTION 38 : Détail des remboursements, frais payés, subventions et compensations versés aux municipalités suite aux conflits étudiants de 2012. Ventilé par municipalité et par détail des frais.**

En février 2012, les principales associations étudiantes collégiales et universitaires ont déclenché un mouvement de « grève générale illimitée ». L'objectif était de bloquer la hausse annoncée des frais de scolarité par le gouvernement du Québec. Dans le cadre des actions menées par les opposants à la hausse, de multiples manifestations ont eu lieu, dont certaines ont donné lieu à des débordements. Dans certains cas, des actes criminels, tels que des méfaits, ont été commis et ont conduit à des arrestations. Pour la ville de Montréal, les impacts du conflit étudiant ont été à la fois exceptionnels et sans aucune commune mesure avec ce qui a été vécu ailleurs au Québec que ce soit en termes de durée, de fréquence et d'intensité des manifestations, débordements, actes de perturbation économique et actes criminels commis.

En mai 2012, la Ville de Montréal a présenté un plan d'action afin de faire face à la situation et a sollicité un soutien financier pour sa mise en oeuvre. Un décret, pris le 8 août 2012 par le gouvernement, a autorisé le versement d'une subvention d'un maximum de 14,9 M\$ à la Ville de Montréal. Cette subvention vise à compenser partiellement les frais exceptionnels encourus par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) notamment pour faire face aux nombreuses actions de perturbation découlant du conflit étudiant et pour assurer la sécurité lors des grands événements sur son territoire en raison de leur visibilité internationale et de leur impact économique.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION 01.04**

**Question 48 : Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ et les montants facturés à chacune d'elle pour 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.**

Veillez vous référer à la question 48 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES E SÉCURITÉ-PROTECTION 01.04

**Question 55 : Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2011-2012 et 2012-2013.**

Veillez vous référer à la question 47 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION 01.04**

**Question 58 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012 et les prévisions pour 2013.**

Veuillez vous référer à la question 48 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 2 : Le service de police municipal est-il un service de police municipal ou un service de police provinciale ?

Voir le document «La desserte policière municipale et provinciale au Québec: profil organisationnel 2011» à l'adresse suivante:  
<http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-statistiques-police/statistiques-activites-police/activites-police-2011/10898.html>

Desserte des corps de police municipaux

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1287-2011) *				
2	multiple	Saguenay	Le Fjord-du-Saguenay	Larouche	1 313				
			Hors MRC - Saguenay	Saguenay	144 231				
	unique	Saint-Eustache	Deux-Montagnes	Saint-Eustache	43 809				
	unique	Sherbrooke	Hors MRC - Sherbrooke	Sherbrooke	157 260				
	multiple	Terrebonne	Thérèse-De Blainville	Bois-des-Filion	9 511				
				Sainte-Anne-des-Plaines	13 785				
			Les Moulins	Terrebonne	106 916				
	multiple	Thérèse-de-Blainville	Thérèse-De Blainville	Boisbriand	26 690				
				Lorraine	9 510				
				Rosemère	14 194				
Sainte-Thérèse				26 297					
unique	Trois-Rivières	Hors MRC - Trois-Rivières	Trois-Rivières	130 901					
3	unique	Gatineau	Hors MRC - Gatineau	Gatineau	263 990				
	unique	Laval	Hors MRC - Laval	Laval	404 639				
	multiple	Longueuil	Hors MRC - Longueuil	Boucherville	41 502				
				Brossard	80 120				
				Longueuil	236 404				
				Saint-Bruno-de-Montarville	25 929				
	Saint-Lambert	21 987							
4	multiple	Québec	Hors MRC - Québec	L'Ancienne-Lorette	16 717				
				Québec	515 638				
				Notre-Dame-des-Anges	426				
				Saint-Augustin-de-Desmaures	18 397				
5	multiple	Montréal	Hors MRC - Montréal	Baie-D'Urfé	3 882				
				Beaconsfield	20 046				
				Côte-Saint-Luc	33 140				
				Dollard-des-Ormeaux	50 154				
				Dorval	19 013				
				Hampstead	7 380				
				Kirkland	20 965				
				L'Île-Dorval	0				
				Montréal	1 701 782				
				Montréal-Est	3 928				
				Montréal-Ouest	5 321				
				Mont-Royal	19 950				
				Pointe-Claire	31 456				
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 363				
				Senneville	991				
				Westmount	21 019				
				Population totale desservie:					5 487 636
				Nombre de municipalités desservies:					103
				Nombre de CPM:					33

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04**

**QUESTION 25 :** La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'habitants pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire).

Voir le document «La desserte policière municipale et provinciale au Québec: profil organisationnel 2011» à l'adresse suivante:  
<http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-statistiques-police/statistiques-activites-police/activites-police-2011/10898.html>

**LISTE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2011)**

**NOMBRE DE POLICIERS POUR LA SURVEILLANCE :** **5 674** (Infos disponibles dans les onglets "Desserte unique" et "Desserte multiple" du fichier)

**Desserte des corps de police municipaux**

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1287-2011) *
1	unique	Bromont	Brome-Missisquoi	Bromont	7 640
	unique	Granby	La Haute-Yamaska	Granby	63 759
	multiple	Memphrémagog (régie)	Memphrémagog	Austin	1 650
				Magog	25 767
				Orford	3 363
				Sainte-Catherine-de-Hatley	2 523
	multiple	Mont-Tremblant	Les Laurentides	Lac-Tremblant-Nord	30
				Mont-Tremblant	9 450
	unique	Rivière-du-Loup	Rivière-du-Loup	Rivière-du-Loup	19 150
	unique	Sainte-Adèle	Les Pays-d'en-Haut	Sainte-Adèle	11 912
	unique	Sainte-Marie	La Nouvelle-Beauce	Sainte-Marie	12 377
	unique	Saint-Georges	Beauce-Sartigan	Saint-Georges	31 108
2	unique	Saint-Jean-sur-Richelieu	Le Haut-Richelieu	Saint-Jean-sur-Richelieu	92 448
	unique	Saint-Jérôme	La Rivière-du-Nord	Saint-Jérôme	68 602
	unique	Thetford Mines	Les Appalaches	Thetford Mines	25 427
	unique	Blainville	Thérèse-De Blainville	Blainville	53 556
	multiple	Châteauguay	Beauharnois-Salaberry Roussillon	Beauharnois	12 331
				Châteauguay	46 264
				Léry	2 301
				Mercier	11 568
				Saint-Isidore	2 635
	multiple	L'Assomption	L'Assomption	L'Assomption	19 875
				Saint-Sulpice	3 297
	unique	Lévis	Hors MRC - Lévis	Lévis	138 222
	unique	Mascouche	Les Moulins	Mascouche	41 213
	multiple	Mirabel	Hors MRC - Mirabel La Rivière-du-Nord	Mirabel	41 473
				Saint-Colomban	13 373
	multiple	MRC des Collines-de-l'Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais	Cantley	9 666
				Chelsea	7 064
				La Pêche	8 035
				L'Ange-Gardien	4 812
				Notre-Dame-de-la-Salette	771
				Pontiac	5 749
				Val-des-Monts	10 457
	multiple	Région de Deux-Montagnes	Deux-Montagnes	Deux-Montagnes	17 626
				Pointe-Calumet	7 051
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	15 015
				Saint-Joseph-du-Lac	5 677
	multiple	Région de Roussillon (régie)	Roussillon	Candiac	19 657
				Delson	7 580
				La Prairie	23 844
				Saint-Constant	24 982
				Sainte-Catherine	16 876
				Saint-Mathieu	1 969
				Saint-Philippe	5 620
	multiple	Repentigny	L'Assomption	Charlemagne	5 816
				Repentigny	81 793
	multiple	Richelieu - Saint-Laurent	La Vallée-du-Richelieu	Beloeil	20 636
				Carignan	8 112
				Chambly	25 546
				McMasterville	5 563
				Mont-Saint-Hilaire	17 543
				Otterburn Park	8 513
				Saint-Basile-le-Grand	16 654
				Saint-Jean-Baptiste	3 111
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 542
			Marguerite-d'Youville	Calixa-Lavallée	524
				Contrecoeur	6 354
				Saint-Amable	10 719
				Sainte-Julie	29 428
			Rouville	Varenes	20 915
				Verchères	5 561
				Richelieu	5 391
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 594

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 63: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2011)

A - Services de police municipaux à desserte unique

Services de police	Population du décret 1287- 2011		Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)*
Blainville	53 556		2	49
Bromont	7 640		1	16
Gatineau	263 990		3	241
Granby	63 759		1	57
Laval	404 639		3	215
Lévis	138 222		2	110
Mascouche	41 213		2	46
Rivière-du-Loup	19 150		1	21
Sainte-Adèle	11 912		1	14
Sainte-Marie	12 377		1	10
Saint-Eustache	43 809		2	38
Saint-Georges	31 108		1	21
Saint-Jean-sur-Richelieu	92 448		1	79
Saint-Jérôme	68 602		1	78
Sherbrooke	157 260		2	135
Thetford Mines	25 427		1	23
Trois-Rivières	130 901		2	123

Nombre de SPM : 17 1 276  
Population totale : 1 566 013

\*Les données 2012 ne sont pas encore disponibles

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 63: La liste des corps de police municipaux, le description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services reçus. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire).

LISTE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2011)

NOMBRE DE POLICIERS POUR LA Non disponible

B - Service de police municipaux à desserte multiple

Services de police	Population du décret 1287-2011	Niveau de service	Nombre de policiers permanents /surveillance	Municipalités desservies	Population du décret 1287-2011
Châteauguay	75 099	2	65	Beauharnois Châteauguay Léry Mercier Saint-Isidore (paroisse)	12 331 46 264 2 301 11 568 2 635
L'Assomption	23 172	2	23	L'Assomption Saint-Sulpice	19 875 3 297
Longueuil	405 942	3	327	Boucherville Brossard Longueuil Saint-Bruno-de-Montarville Saint-Lambert (ville)	41 502 80 120 236 404 25 929 21 987
Memphrémagog (régie)	33 303	1	25	Austin Magog Orford Sainte-Catherine de Hatley	1 650 25 767 3 363 2 523
Mirabel	54 846	2	25	Mirabel Saint-Colomban	41 473 13 373
Montréal	1 944 390	5	2 721	Baie D'Urfé Beaconsfield Côte-Saint-Luc Dollard-des-Ormeaux Dorval Hampstead Kirkland L'île-Dorval Montréal Montréal-Est Montréal-Ouest Mont-Royal Pointe-Claire Sainte-Anne-de-Bellevue Senneville Westmount	3 882 20 046 33 140 50 154 19 013 7 380 20 965 0 1 701 782 3 928 5 321 19 950 31 456 5 363 991 21 019
Mont-Tremblant	9 480	1	21	Lac-Tremblant-Nord Mont-Tremblant	30 9 450
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	46 554	2	35	Cantley Chealsea L'Ange-Gardien (82005) La Pêche Notre-Dame-de-la-Salette Pontiac Val-des-Monts	9 666 7 064 4 812 8 035 771 5 749 10 457
Québec	551 178	4	512	L'Ancienne-Lorette Notre-Dame-des-Anges Québec Saint-Augustin-Desmaures	18 717 426 515 638 18 397
Région de Deux-Montagnes	45 369	2	31	Deux-Montagnes Pointe-Calumet Sainte-Marthe-sur-le-Lac Saint-Joseph-du-Lac	17 626 7 051 15 015 5 677
Roussillon (régie)	100 528	2	89	Candiac Delson La Prairie Saint-Constant Sainte-Catherine Saint-Mathieu Saint-Philippe	19 657 7 580 23 844 24 982 16 876 1 969 5 620
Repentigny	87 609	2	75	Charlemagne Repentigny	5 816 81 793
Richelieu / Saint-Laurent (régie)	191 706	2	156	Beleuil Calixa-Lavallée Carignan Chambly Contrecoeur McMasterville Mont-Saint-Hilaire Otterburn Park Richelieu Saint-Amable Saint-Basile-le-Grand Sainte-Julie Saint-Jean-Baptiste Saint-Mathias-sur-Richelieu Saint-Mathieu-de-Beleuil Varennes Verchères	20 636 524 8 112 25 546 6 354 5 563 17 543 8 513 5 391 10 719 16 654 29 428 3 111 4 594 2 542 20 915 5 561
Saguenay	145 544	2	114	Larouche Saguenay	1 313 144 231
Terrebonne	130 212	2	111	Bois-des-Filion Sainte-Anne-des-Plaines Terrebonne	9 511 13 785 106 916
Thérèse-De Blainville (régie)	76 691	2	68	Boisbriand Lorraine Rosemère Sainte-Thérèse	26 690 9 510 14 194 26 297

Nombre de SPM : 16 4 398 Population totale : 3 921 623  
Nombre de municipalités desservies : 86

Nombre de SPM total : 33  
Population globale : 5 487 636



609109

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE						
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014						
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2 <sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION						
TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04						
QUESTION 64 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 décembre 2012, répartis par corps de police municipal.						
Corps de police	Au 31 décembre 2011 *			Au 31 décembre 2011 *		
	Total policiers autorisés	Total civils autorisés	Total policiers et civils autorisés	Total policiers permanents	Total civils permanent	Total policiers et civils permanents
Blainville	66	21	87	66	21	87
Bromont	19	4	23	19	4	23
Châteauguay	86	5	91	86	16	102
Gatineau	380	121	501	376	118	494
Granby	78	24	102	78	24	102
L'Assomption	42	11	53	33	11	44
Laval	537	147	684	537	147	684
Lévis	146	47	193	146	47	193
Longueuil	546	194	740	546	188	734
Mascouche	51	11	62	51	11	62
Memphrémagog (régie)	41	10	51	41	10	51
Mirabel	41	14	55	41	14	55
Montréal	4408	1104	5 512	4502	892	5 394
Mont-Tremblant	32	17	49	32	15	47
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	51	10	61	51	10	61
Québec	719	181	900	763	166	929
Rivière-du-Loup	28	3	31	28	3	31
Région de Deux-Montagnes	50	12	62	50	12	62
Région de Roussillon (régie)	114	32	146	114	32	146
Repentigny	111	22	133	111	22	133
Richelieu - Saint-Laurent	211	38	249	211	38	249
Saguenay	178	40	218	178	40	218
Sainte-Adèle	22	4	26	22	4	26
Sainte-Marie	14	3	17	14	3	17
Saint-Eustache	60	16	76	60	16	76
Saint-Georges	31	7	38	28	7	35
Saint-Jean-sur-Richelieu	107	28	135	107	28	135
Saint-Jérôme	109	21	130	109	21	130
Sherbrooke	200	54	254	200	52	252
Terrebonne	149	36	185	149	36	185
Thérèse-De Blainville	98	37	135	98	37	135
Thetford Mines	29	8	37	29	9	38
Trois-Rivières	164	43	207	164	44	208
Total - CPM	8 918	2 325	11 243	9 040	2 098	11 138
Sûreté du Québec	5 591	1 770	7 361	5 624	1 458	7 082
Grand total	14 509	4 095	18 604	14 664	3 556	18 220

\* Il s'agit des données de 2011 car celles de 2012 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières seront disponibles qu'en cours d'année 2013.

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la Loi sur la police.

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION 01.04

**Question 65 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.**

Veillez vous référer à la question 46 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION 01.04**

**Question 66 : La liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec. Fournir également la copie de toute étude concernant le déséquilibre fiscal existant entre les municipalités ayant leur propre corps de police et celles desservies par la Sûreté du Québec.**

Veuillez vous référer à la question 49 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 01.02**

**Question 67 : Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2012-2013.**

Veillez vous référer à la question 44 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 01.02**

**Question 68 : La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2012-2013.**

Veuillez vous référer à la question 33 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIIONNELS 01.02**

**Question 69 : Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 décembre 2012**

Veillez vous référer à la question 34 du groupe de l'opposition officielle.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 70 : La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 décembre 2012.**

**La répartition des condamnations à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal et du dernier établissement - année 2012-2013 (9 mois - d'avril à décembre)**

Sous-classe du délit principal	AMO	BCO	BOR	CDF	CDQ	CHI	EDP	HAV	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TAN	TRR	Total
Infractions contre l'État	8	2	49	2	23	8			28	1	19	3	3	4	13	28	4	10	16	221
Homicides involontaires																		1		1
Tentatives de meurtre					2							1								3
Infractions sexuelles	5		30		17	2	14		4	1			2	2	7	23	6	2	7	122
Voies de fait	55	14	391	21	152	28	2		64	25	56	37	30	17	65	135	34	84	63	1 273
Vols qualifiés	3		157	2	28	1			16	2	16	2	1	2	22	29	2	25	5	313
Autres infractions contre la personne	15	17	142	4	66	19	3		28	4	15	23	9	3	29	47	12	21	24	481
Introductions par effraction	20	9	228	9	95	18	2		65	13	22	16	7	8	71	83	19	29	57	771
Extorsions	1	1	12	1	6	1			2	5	3	1			4	3	1	1		42
Vols simples	11	8	435	22	89	18			75	9	87	14	11	10	40	203	50	93	53	1 228
Méfais, incendies, dommages	9	10	134	6	34	6			37	9	14	8	6	7	14	28	3	11	16	352
recels	3		39		11	3			7		11			1	4	6	6	3	4	98
Autres infractions contre la propriété	1		16		5	2			2		2	2			7	3	3	1	5	49
Armes à feu	2	2	44	1	8	1			10		7	2	1		9	9	5	3	4	108
Fraudes, corruptions, escroqueries	3	1	11	1	5	2			8	1	3			1	2	6	2	5	1	52
Paris, prostitutions, mœurs	6		43	3	18	2	15		4	1	3	3	3	1	9	27	3	10	7	158
Outrages			2						1		1									4
Complots, complicités, tentatives	5	5	90	3	30	1			7	1	7	2	7	1	18	9	4	14	18	222
Omissions d'engagement, libérés illégales, évasions	26	16	270	15	113	17		1	74	5	277	11	34	16	104	129	60	70	63	1 301
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	38	15	221	19	187	28			69	25	10	49	24	4	105	133	52	87	78	1 144
Autres délits au Code criminel	40	14	428	20	129	36			92	16	113	18	27	10	112	150	31	154	73	1 463
Stupéfiants	34	19	478	15	196	26	1		106	14	88	19	16	5	138	131	54	75	98	1 513
Aliments et drogues											1									1
Immigration			4																	4
Assurance-chômage	1															1				2
Loi sur les Indiens			9		2				1						2		1			15
Autres infractions aux statuts fédéraux			3		2										2					7
Chasse et pêche					1											1		1		3
Conservation de la faune	2								5								1			8
Transport			9						1						1					11
Main-d'oeuvre	1		15		1	1			12						2	3			1	36
Infractions provinciales (Boisson et circulation)	1		6	1	7	1			5	1	2	1			2	9	1	3		40
Autres infractions aux lois québécoises	4	1	61		8	2			13		4		1		11	12	6	4	14	141
Infractions municipales (Circulation)	1		1		1				1		2				2	5		1		14
Autres infractions aux règlements municipaux	12	7	74	5	58	7			107	3	5	7	11	12	36	51	15	35	8	453
<b>Total</b>	<b>307</b>	<b>141</b>	<b>3 402</b>	<b>150</b>	<b>1 294</b>	<b>230</b>	<b>37</b>	<b>1</b>	<b>844</b>	<b>136</b>	<b>768</b>	<b>219</b>	<b>193</b>	<b>104</b>	<b>831</b>	<b>1 264</b>	<b>375</b>		<b>615</b>	<b>11 654</b>

<sup>1</sup> En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les délinquants sexuels



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 01.02**

**Question 71 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.**

Veillez vous référer à la question 35 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 01.02**

**Question 72 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention pour les périodes 2011-2012 et 2012-2013.**

Veillez vous référer à la question 36 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTINNELS 01.02**

**Question 73 : Les effectifs (par catégorie d'emplois et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour la période 2012-2013.**

Veillez vous référer à la question 40 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 01.02

**Question 74 : Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2011-2012 et 2012-2013.**

Veillez vous référer à la question 41 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 01.02**

**Question 75 : Répartition de la durée total et de la durée moyenne des octrois d'absences temporaires par établissement de détention pour les périodes de 2011-2012 et 2012-2013.**

Veillez vous référer à la question 42 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 01.02**

**Question 76 : Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention pour la période 2012-2013.**

Veillez vous référer à la question 43 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 77 : Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative 2011-2012 et 2012-2013.

Année 2011-2012<sup>1</sup>

Régions correctionnelles	En collectivité (milieu ouvert)								Établissement de détention (milieu fermé)				TOTAL	
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies			
	Nombre	Heures <sup>2</sup>	Nombre	Heures <sup>3</sup>	Nombre	Heures <sup>4</sup>	Nombre	Heures <sup>5</sup>	Nombre	Heures <sup>4</sup>	Nombre	Heures <sup>5</sup>	Nombre	Heures
Abitibi-Témiscamingue/ Nord-du-Québec	94	1 034	13	52	270	270	97	873	22	22	63	567	559	2 818
Bas St-Laurent	87	957		0	26	26	195	1 755	133	133	105	945	546	3 816
Capitale-nationale et Chaudière Appalaches	418	4 598	15	60	20	20	926	8 334	931	931	471	4 239	2 781	18 182
Côte-Nord	53	583	38	152	5	5	82	738	164	164	63	567	405	2 209
Estrie	208	2 288	1	4	241	241	216	1 944	449	449	178	1 602	1 293	6 528
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	48	528		0	123	123	6	54	86	86	106	954	369	1 745
Laval, Laurentides, Lanaudière	504	5 544	10	40	399	399	430	3 870	314	314	313	2 817	1 970	12 984
Montréal	678	7 458	2	8	427	427	793	7 137	3 214	3 214	726	6 534	5 840	24 778
Montréal	426	4 686	16	64	94	94	941	8 469	116	116	101	909	1 694	14 338
Mauricie/Centre du Québec	242	2 662	16	64	20	20	334	3 006	359	359	203	1 827	1 174	7 938
Outaouais	176	1 936	83	332	23	23	458	4 122	566	566	142	1 278	1 448	8 257
Saguenay/Lac St-Jean	195	2 145	2	8	221	221	128	1 152	308	308	117	1 053	971	4 887
TOTAL	3 129	34 419	196	784	1 869	1 869	4 606	41 454	6 662	6 662	2 588	23 292	19 050	108 480

<sup>1</sup> Les données sont pour 10 mois (1<sup>er</sup> avril au 31 janvier).  
<sup>2</sup> Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.  
<sup>3</sup> Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.  
<sup>4</sup> Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.  
<sup>5</sup> Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2e GROUPE DE L'OPPOSITION

TRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

UESTION 77 : Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative 2011-2012 et 2012-2013.

Année 2012-2013 <sup>1</sup>														
épartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes														
Régions correctionnelles	En collectivité (milieu ouvert)								Établissement de détention (milieu fermé)				TOTAL	
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies			
	Nombre	Heures <sup>2</sup>	Nombre	Heures <sup>3</sup>	Nombre	Heures <sup>4</sup>	Nombre	Heures <sup>5</sup>	Nombre	Heures <sup>4</sup>	Nombre	Heures <sup>5</sup>	Nombre	Heures
Abitibi-Témiscamingue/ Nord-du-Québec	73	803	4	16	31	31	77	693	63	63	29	261	277	1 867
Bas St-Laurent	56	616	1	4	11	11	149	1 341	102	102	58	522	377	2 596
Capitale-nationale et Chaudière Appalaches	305	3 355	4	16	7	7	588	5 292	503	503	289	2 601	1 696	11 774
Côte-Nord	31	341	22	88	3	3	60	540	178	178	32	288	326	1 438
Estrie	126	1 386		0	19	19	277	2 493	345	345	138	1 242	905	5 485
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	34	374		0	11	11	78	702	74	74	71	639	268	1 800
aval, Laurentides, Lanaudière	298	3 278	3	12	136	136	335	3 015	260	260	215	1 935	1 247	8 636
Montréal	411	4 521	2	8	29	29	626	5 634	1 839	1 839	509	4 581	3 416	16 612
Montérégie	266	2 926	17	68	16	16	609	5 481	64	64	58	522	1 030	9 077
Mauricie/Centre du Québec	152	1 672	5	20	14	14	165	1 485	300	300	120	1 080	756	4 571
Outaouais	104	1 144	56	224	24	24	297	2 673	323	323	86	774	890	5 162
Saguenay/Lac St-Jean	171	1 881	2	8	17	17	192	1 728	177	177	73	657	632	4 468
TOTAL	2 027	22 297	116	464	318	318	3 453	31 077	4 228	4 228	1 678	15 102	11 820	73 486

es données sont au 30 septembre 2012.  
e nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.  
e nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.  
e nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.  
e nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 01.02**

**Question 78 : Nombre d'agents de surveillance affectés aux suivis en milieu ouvert et à tout autre surveillance de personnes contrevenantes en période de probation, ventilé selon le type de surveillance et par région, pour les périodes 2011-2012 et 2012-2013.**

Veillez vous référer à la question 45 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 01-02**

**Question 79 : Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 par région administrative.**

Veillez vous référer à la question 45 du groupe de l'opposition officielle.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 80 : Nombre d'agents de probation en fonction, ventilé selon le type d'activité ou de fonction et par région, pour les périodes 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.**

Régions correctionnelles	Nombre d'agents de probation		
	2010-2011 <sup>1</sup>	2011-2012 <sup>2</sup>	2012-2013 <sup>3et 4</sup>
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	21	21	18
Bas-St-Laurent	12	14	12
Côte-Nord	9	9	9
Estrie	21	22	20
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11	10	8
Laval-Lanaudière-Laurentides	41	47	44
Mauricie	18	21	19
Montréal	43	45	42
Montréal	72	69	84
Outaouais	22	21	21
Québec-Chaudières-Appalaches	49	48	53
Saguenay-Lac-St-Jean	12	15	11
<b>TOTAL</b>	<b>331</b>	<b>342</b>	<b>341</b>

<sup>1</sup>Nombre d'agents de probation (corps d'emploi=111) en milieu ouvert pour l'exercice 2010-2011 données du 1<sup>er</sup> février 2011.

<sup>2</sup>Nombre d'agents de probation (corps d'emploi=111 et 105) en milieu ouvert et fermé pour l'exercice 2011-2012 données du 3 février 2012.

<sup>3</sup>Nombre d'agents de probation (corps d'emploi=111 et 105) en milieu ouvert et fermé pour l'exercice 2012-2013 données du 30 septembre 2012.

<sup>4</sup>Cueillette des données faites auprès des DGA (2012-2013).



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 81 : Nombre de dossiers concernant les criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.**

**Répartition des libertés illégales<sup>1</sup> par catégorie**

	Évasion d'un établissement <sup>2</sup>			Évasion d'une garde légale <sup>3</sup>			Absence illégale <sup>4</sup>		
	Nb	Repris <sup>5</sup>	Taux repris <sup>5</sup>	Nb	Repris <sup>5</sup>	Taux repris <sup>5</sup>	Nb	Repris <sup>5</sup>	Taux repris <sup>5</sup>
2012-2013 <sup>6</sup>	1	1	100%	2	2	100%	1 457	1 182	81%
2011-2012 <sup>7</sup>	-	-	-	1	1	100%	2 108	1 789	85%
2010-2011 <sup>7</sup>	2	2	100%	8	8	100%	1 967	1 693	86%
2009-2010 <sup>7</sup>	2	2	100%	3	3	100%	1 602	1 362	85%

<sup>1</sup> Libertés illégales: Le nombre de dossiers en liberté illégale fait référence à somme des libertés illégales commises au cours de la période. Une personne peut commettre plusieurs libertés illégales au cours de cette même période.

<sup>2</sup> Évasion d'un établissement: Action de sortir ou de s'échapper, par effraction ou non, d'une cellule, ou d'un autre endroit de l'établissement de détention où une personne est détenue.

<sup>3</sup> Évasion d'une garde légale: Action de s'échapper volontairement de celui qui est chargé de la garde légale d'une personne.

<sup>4</sup> Absence illégale: Fait de se retrouver en liberté sans excuse avant la fin d'une période d'emprisonnement. Il s'agit dans tous les cas de peines d'emprisonnement discontinues ou du non-respect de conditions de permissions de sortir.

<sup>5</sup> Les **taux de repris** représentent le nombre d'absences illégales régularisées. Pour les non-repris, ceux-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérées comme repris lorsqu'ils seront réinscrites dans un établissement. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès ou d'une migration vers un autre pays.

<sup>6</sup> Le nombre d'absence illégale est au 30 novembre 2012 et les autres données sont en date du 31 décembre 2012.

<sup>7</sup> Les données ont été rafraichies au 30 septembre 2012.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 01.02

**Question 82 : Nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, ventilé par année et par établissement de détention. Préciser le délai moyen (jours) entre la sortie et le retour en détention.**

Veillez vous référer à la question 37 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 01.02

**Question 83 : Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2011-2012 et 2012-2013.**

Veillez vous référer à la question 41 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTINONELS 01.02**

**Question 84 : Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes 2011-2012 et 2012-2013.**

Veillez vous référer à la question 42 du groupe de l'opposition officielle.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 85 : Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2012-2013. Fournir l'échéancier complet pour chaque projet (qu'il s'agisse de rénovation ou de nouvelle construction)**

Projets	Établissements de détention	Livraison	Coût	Capacité	Étape en cours
Sept-Îles	Construction <sup>1</sup>	24 à 36 mois de construction après l'acceptation du dossier d'affaires final	78,2 M\$	55 cellules	Étape du dossier d'affaires final
Roberval	Construction <sup>2</sup>	Fin 2014	115,1 M\$	180 cellules	Construction en cours
Amos	Construction <sup>1</sup>	24 à 36 mois de construction après l'acceptation du dossier d'affaires final	111,2 M\$	170 cellules	Étape du dossier d'affaires final
Sorel-Tracy	Construction <sup>1</sup>	6 mois de conception après la signature de l'entente	142,8 M\$	300 cellules	Étape de l'appel de propositions
		24 à 36 mois de construction			
Québec	Rénovation	Printemps 2014	39,3 M\$	-	Construction en cours
Gatineau	Rénovation	2013	2,9 M\$	-	Plans en préparation
Sherbrooke	Rénovation	2013	2,1 M\$	-	Construction en cours

<sup>1</sup> Coûts présentés en septembre 2009

<sup>2</sup> Coûts présentés en juillet 2012

Note: Les délais de livraison reflètent les dernières évaluations effectuées. Quant aux coûts des projets, il s'agit de ceux qui ont reçu l'approbation du Conseil des ministres ou du Conseil du trésor

Mis à jour le 7 décembre 2012



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02																				
QUESTION 86A : Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction de Québec. Préciser pour chaque établissement les dépenses requises et les revenus engendrés par ceux-ci et les salaires donnés aux détenus.																				
Programmes et services offerts en 2012	Amos	Bale Comeau	Chicoutimi	Hull	Maison Tanguay		Montréal	New- Carlisle	Québec		Rimouski	Rivières- des- prairies	Roberval	Saint- Jérôme	Sept- îles	Sherbrooke	Sorel	Trois- Rivières	Percé	Total
					F	M			F	M										
Problématiques																				
Violence conjugale							✓				✓			✓		✓				4
Violence générale	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		16
Déviance sexuelle		✓		✓			✓	✓				✓		✓	✓	✓			✓	9
Victimes d'abus sexuels								✓	✓											2
Alcoolisme	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		18
Toxicomanie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓		17
Dépendance affective		✓						✓		✓		✓		✓			✓			6
Jeu compulsif		✓					✓	✓				✓			✓					5
Développement de soi																				
Connaissance et estime de soi		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓		✓	✓	✓	15
Résolution de problèmes		✓		✓		✓					✓	✓		✓	✓		✓	✓	✓	10
Habiletés sociales et parentales		✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓		✓			✓	✓	✓	13
Relations interpersonnelles		✓	✓	✓			✓	✓	✓	✓	✓			✓	✓		✓	✓	✓	13
Motivation						✓								✓					✓	3
Santé																				
Physique	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	19
Mentale	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	19
ITSS	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	19
Loisir																				
Activités socioculturelles et de loisir	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	18
Activités sportives	✓	✓		✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	18
Arts	✓			✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓		✓				11

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 86A : Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction de Québec. Préciser pour chaque établissement les dépenses requises et les revenus engendrés par ceux-ci et les salaires donnés aux détenus.**

Programmes et services offerts en 2012	Amos	Bale Comeau	Chicoutimi	Hull	Maison Tanguay		Montréal	New- Carlisle	Québec		Rimouski	Rivières- des- prairies	Roberval	Saint- Jérôme	Sept- Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois- Rivières	Percé	Total
					F	M			F	M										
Education																				
Formation académique	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	18
Intégration sociale		✓	✓		✓		✓		✓					✓		✓	✓	✓		9
Intégration socioprofessionnelle	✓	✓		✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓			✓		13
Autres formations	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓			✓				✓		✓	✓		11
Employabilité																				
Service d'un CMO	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	18
Formation préalable à l'emploi		✓		✓		✓	✓	✓		✓	✓	✓		✓		✓	✓			11
Postes de travail rémunéré	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		17
Postes de travail non rémunéré				✓			✓		✓	✓		✓				✓	✓			7
Autres	✓			✓						✓				✓				✓		5
Divers																				
Accueil		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	18
Parcours	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		18
Prévention du suicide	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	19
Programme préparatoire à la sortie		✓		✓	✓		✓	✓	✓	✓				✓			✓	✓		10
Pastorale	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	18
Autres		✓			✓		✓		✓	✓		✓		✓	✓	✓	✓			10
Programmes pour clientèles spécifiques																				
Autochtones et Inuits	✓	✓		✓	✓			✓						✓			✓			7
Femmes				✓																1
Itinérance					✓											✓	✓			3
Gangs de rue														✓						1
Total	19	29	18	29	25	10	29	27	24	27	23	26	14	32	23	23	28	24	16	

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**

**RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 86B : Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque établissement les dépenses requises et les revenus engendrés par ceux-ci et les salaires donnés aux détenus.**

<u>Fonds de soutien à la réinsertion sociale</u>	Amos	Baie-Comeau	Chicoutimi	Hull	Tanguay	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec F	Québec H
Excédent des revenus sur les dépenses <u>avant</u> la rémunération des personnes incarcérées et <u>avant</u> les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale	110 811 \$	101 724 \$	79 650 \$	321 425 \$	184 261 \$	1 047 606 \$	75 876 \$	21 656 \$	167 411 \$	928 928 \$
Rémunération des personnes incarcérées	31 081 \$	27 660 \$	24 257 \$	108 231 \$	126 215 \$	431 238 \$	40 287 \$	4 544 \$	35 865 \$	405 795 \$
Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées et financées par le fonds	43 070 \$	41 552 \$	29 559 \$	167 940 \$	52 766 \$	620 995 \$	36 641 \$	10 335 \$	29 617 \$	396 130 \$
										<b>TOTAL</b>
<u>Fonds de soutien à la réinsertion sociale</u>	Rimouski	R.D.P.	Roberval	St-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières		RÉSEAU
Excédent des revenus sur les dépenses <u>avant</u> la rémunération des personnes incarcérées et <u>avant</u> les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale	176 113 \$	176 656 \$	82 318 \$	560 981 \$	25 299 \$	265 656 \$	62 433 \$	306 850 \$		4 695 654 \$
Rémunération des personnes incarcérées	40 937 \$	4 832 \$	24 822 \$	254 258 \$	9 777 \$	127 019 \$	20 201 \$	131 110 \$		1 848 129 \$
Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées et financées par le fonds	52 954 \$	150 235 \$	34 265 \$	245 023 \$	3 569 \$	121 169 \$	43 468 \$	126 101 \$		2 205 389 \$

*Les données proviennent des états financiers vérifiés de l'exercice 2011 des fonds des établissements de détention. Les données de l'exercice 2012 ne seront disponibles qu'à la fin du mois de juin 2013.*





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 87 : Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les périodes 2008-2009, 2009-2010 , 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.**

Établissement	2008-2009 (10 MOIS)		2009-2010 (10 MOIS)		2010-2011.(10 MOIS)		2011-2012 (10 mois)		2012-2013 (6 mois)	
	Absentéisme <sup>1</sup>		Absentéisme <sup>1</sup>		Absentéisme <sup>1</sup>		Absentéisme <sup>1</sup>		Absentéisme <sup>1</sup>	
	Nombre d'heures d'absence	taux d'absentéisme <sup>2</sup>	Nombre d'heures d'absence	taux d'absentéisme <sup>2</sup>	Nombre d'heures d'absence	taux d'absentéisme <sup>2</sup>	Nombre d'heures d'absence	taux d'absentéisme <sup>3</sup>	Nombre d'heures d'absence	taux d'absentéisme <sup>3</sup>
Amos	7 561	8,3%	9 004	8,6%	8 802	7,9%	7 684	5,2%	4 206	4,5%
Baie-Comeau	4 356	8,7%	6 497	13,3%	7 333	13,6%	3 461	4,8%	2 541	5,7%
Chicoutimi	3 848	5,2%	5 999	8,0%	7 909	10,5%	2 407	2,4%	4 834	7,6%
Hull	11 379	7,9%	11 533	8,1%	11 846	8,0%	9 368	4,8%	5 031	4,0%
Maison Tanguay	8 932	8,6%	4 627	4,4%	7 272	6,2%	5 606	3,5%	3 294	3,5%
Montréal	64 851	11,0%	54 593	8,4%	40 016	5,4%	44 516	4,9%	24 800	4,3%
New Carlisle et Havre-Aubert	5 390	9,0%	4 058	6,5%	5 485	8,2%	7 600	9,4%	3 663	7,2%
Percé <sup>4</sup>	0	0,0%	0	0,0%	773	2,0%	1 000	1,6%	898	2,4%
Québec	40 035	9,3%	29 409	6,6%	35 490	7,8%	36 938	6,2%	18 071	4,8%
Rimouski	5 754	7,6%	4 832	6,0%	6 069	7,1%	4 945	4,2%	2 207	3,0%
Rivière-des-Prairies	60 735	13,0%	51 171	11,1%	43 384	9,0%	43 642	6,8%	21 317	5,2%
Roberval	2 062	3,8%	1 287	2,0%	5 231	9,0%	4 740	6,2%	2 576	5,3%
Sept-Iles	2 534	8,8%	1 602	5,5%	2 705	8,6%	2 409	5,6%	609	2,2%
Sherbrooke	8 248	5,8%	9 934	6,2%	11 292	7,0%	9 361	4,6%	6 196	4,7%
Sorel	4 004	5,1%	4 007	4,8%	5 106	5,7%	7 073	6,0%	2 444	3,1%
St-Jérôme	23 100	8,7%	20 422	7,7%	24 807	9,2%	25 723	7,3%	14 042	6,2%
Trois-Rivières	7 345	5,0%	10 332	6,6%	10 239	6,6%	13 169	6,6%	10 097	8,1%
Valleyfield <sup>5</sup>	3 573	9,3%	2 519	5,4%	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>263 707</b>	<b>9,3%</b>	<b>231 826</b>	<b>7,8%</b>	<b>233 759</b>	<b>7,4%</b>	<b>229 642</b>	<b>5,6%</b>	<b>126 826</b>	<b>4,9%</b>

<sup>1</sup> L'absentéisme comprend les motifs : maladie, accidents du travail et assurance-salaire.

<sup>2</sup> Le taux d'absentéisme correspond au nombre d'heures d'absence par rapport aux heures travaillées des ASC.

<sup>3</sup> Le taux d'absentéisme correspond au nombre d'heures d'absence par rapport aux heures payées des ASC à partir de l'exercice 2011-2012.

<sup>4</sup> En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les délinquants sexuels.

<sup>5</sup> Au 1<sup>er</sup> juillet 2010, fermeture de l'Établissement de détention de Valleyfield.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 88 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les établissements de détention pour les périodes 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.**

**Ventilation par établissement de détention.**

Établissements de détention	Nombre de personnes transférées			Dépense des transferts <sup>1</sup>		
	2010-2011 (10 mois)	2011-2012 (10 mois)	2012-2013 (6 mois)	2010-2011 <sup>2</sup> (10 mois)	2011-2012 <sup>2</sup> (10 mois)	2012-2013 <sup>2 et 6</sup> (6 mois)
Amos	1 112	875	499	85 225 \$	67 448 \$	43 465 \$
Baie-Comeau	382	470	454	82 414 \$	96 558 \$	64 482 \$
Chicoutimi	518	757	436	21 855 \$	48 506 \$	53 043 \$
Tanguay <sup>3</sup>	759	789	441	547 870 \$	644 927 \$	1 852 918 \$
Montréal <sup>3</sup>	2 196	2 557	1 916			
Rivière-des-Prairies <sup>3 &amp; 6</sup>	4 897	5 431	3 130			
Québec (femmes)	226	262	156			
Québec (hommes)	2 570	2 907	1 986	617 074 \$	663 995 \$	801 697 \$
Hull	712	670	383	37 244 \$	45 847 \$	27 874 \$
New Carlisle	163	202	174	26 730 \$	30 144 \$	27 623 \$
Havre-Aubert	27	35	6			
Percé <sup>4</sup>	25	51	39	4 716 \$	9 844 \$	10 370 \$
Rimouski	362	393	330	21 389 \$	30 820 \$	61 487 \$
Roberval	305	323	254	59 292 \$	70 149 \$	51 262 \$
Sept-Îles	115	135	47	6 896 \$	8 636 \$	7 588 \$
Sherbrooke	924	1 098	590	208 952 \$	252 270 \$	82 133 \$
Sorel	744	942	1 155	42 221 \$	82 397 \$	126 104 \$
St-Jérôme	3 204	2 854	1 967	471 494 \$	472 946 \$	323 726 \$
Trois-Rivières	831	1 028	699	70 922 \$	106 171 \$	702 433 \$
Valleyfield <sup>5</sup>	304			3 823 \$	- \$	- \$
<b>TOTAL</b>	<b>20 376</b>	<b>21 779</b>	<b>14 662</b>	<b>2 308 118 \$</b>	<b>2 630 659 \$</b>	<b>4 236 206<sup>(7)</sup></b>

<sup>1</sup> La dépense pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 tient compte des heures faites en temps régulier et supplémentaire.

<sup>2</sup> La dépense est basée sur les données inscrites dans les systèmes SAGIP (TC), GEFCOR (TPR) et Horaire (SPRO) (2012-2013).

<sup>3</sup> Les transferts de Montréal et Tanguay sont effectués par Rivière-des-Prairies, dans la majorité des cas.

<sup>4</sup> En mai 2010, ouverture d'un nouvel Établissement de détention pour les délinquants sexuels.

<sup>5</sup> Au 1<sup>er</sup> juillet 2010, fermeture de l'établissement de détention de Valleyfield.

<sup>6</sup> En 2011-2012, la dépense de la Direction des services de transports et comparutions (DSTC) a été ajoutée à l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies en totalité pour les comparutions (Voir Q89). En 2012-2013, cette dépense est répartie entre les transferts et comparutions (Q88-89).

<sup>7</sup> L'écart entre cette année et 2011-2012 se justifie par la transition entre deux méthodes de calcul ( nouveau système SPRO vs (GEFCOR et SAGIP)). En considérant globalement les deux questions (QP88 et QP89), les données sont comparables à l'année précédente.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

**QUESTION 89 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les établissements de détention et les palais de Justice (pour comparution) pour les périodes 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013. Ventilation par établissement de détention.**

Établissements de détention	Nombre de personnes transférées <sup>1</sup> 2010-2011 (10 mois)	Nombre de personnes transférées <sup>1</sup> 2011-2012 (10 mois)	Nombre de personnes transférées <sup>1</sup> 2012-2013 (6 mois)	Coût des transferts <sup>7</sup> 2010-2011 (10 mois)	Coût des transferts <sup>7</sup> 2011-2012 (10 mois)	Coût des transferts <sup>6 et 7</sup> 2012-2013 (6 mois)
Amos	2 604	2 540	1 455	613 162 \$	648 930 \$	404 225 \$
Baie-Comeau	346	429	327	61 939 \$	67 458 \$	40 332 \$
Chicoutimi	2 186	2 694	1 481	250 040 \$	302 014 \$	239 949 \$
Tanguay <sup>2</sup>	2 564	2 588	1 799	738 591 \$	4 747 861 \$	1 744 062 \$
Montréal <sup>2</sup>	9 355	9 899	7 352			
Rivière-des-Prairies <sup>2 &amp; 6</sup>	13 947	13 520	8 899			
Québec (femmes)	673	718	396			
Québec (hommes)	7 727	8 588	5 550	1 126 504 \$	1 232 770 \$	776 038 \$
Hull	4 530	4 175	2 621	626 796 \$	601 106 \$	384 463 \$
New Carlisle	814	714	502	144 385 \$	159 913 \$	90 620 \$
Havre-Aubert	4	20	6			
Percé <sup>3</sup>	1	-	1	901 \$	262 \$	96 \$
Rimouski	1 157	1 199	839	301 161 \$	334 408 \$	230 879 \$
Roberval	987	1 008	755	76 885 \$	100 910 \$	81 616 \$
Sept-Îles	519	559	302	101 302 \$	129 889 \$	60 272 \$
Sherbrooke	5 301	5 672	3 615	698 038 \$	706 136 \$	704 788 \$
Sorel	1 683	2 169	1 464	496 856 \$	698 294 \$	624 883 \$
St-Jérôme	9 372	10 763	6 920	1 733 864 \$	1 848 940 \$	1 312 131 \$
Trois-Rivières	3 781	3 429	2 378	806 417 \$	832 035 \$	7 647 \$
Valleyfield <sup>4</sup>	782	-	-	93 113 \$	-	- \$
<b>TOTAL</b>	<b>68 333</b>	<b>70 684</b>	<b>46 662</b>	<b>7 869 953 \$</b>	<b>12 410 925 \$</b>	<b>6 702 001 <sup>(5)</sup></b>

<sup>1</sup> Nous comptons une sortie par jour par contrevenant pour ces transferts.

<sup>2</sup> Les comparutions de Montréal et Tanguay sont effectuées par Rivière-des-Prairies, dans la majorité des cas.

<sup>3</sup> En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les délinquants sexuels.

<sup>4</sup> Au 1<sup>er</sup> juillet 2010, fermeture de l'Établissement de détention de Valleyfield.

<sup>5</sup> L'écart entre cette année et 2011-2012 se justifie par la transition entre deux méthodes de calcul ( nouveau système SPRO vs (GEFCOR et SAGIP)). En considérant globalement les deux questions (QP88 et QP89), les données sont comparables à l'année précédente.

<sup>6</sup> En 2011-2012, la dépense de la Direction des services de transports et comparutions (DSTC) a été ajoutée à l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies en totalité pour les comparutions. En 2012-2013, cette dépense est répartie entre les transferts et comparutions (Q88-89).

<sup>7</sup> La dépense est basée sur les données inscrites dans les systèmes SAGIP (TC), GEFCOR (TPR) et Horaire (SPRO) (2012-2013).



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 90 : Le nombre et le coût des installations modulaires (temporaires ou permanentes) et des roulottes dans les établissements de détention pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014. Ventiler par établissement de détention.**

**Bâtiments modulaires**

<b>Centres de détention</b>	<b>2010-2011</b>	<b>2011-2012</b>	<b>2012-2013</b>
Amos	729 607 \$	576 911 \$	573 092 \$
Québec	1 193 247 \$	1 022 291 \$	1 015 527 \$
Sherbrooke	1 123 500 \$	901 879 \$	895 905 \$
Trois-Rivières	1 065 545 \$	934 885 \$	929 342 \$

**Aucune roulotte n'est installée dans les centres de détention.**





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 91 : Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ventilés par établissement de détention.**

Les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique considèrent essentiel de créer et de maintenir, dans les établissements de détention, un environnement sécuritaire qui permet aux membres du personnel et aux personnes incarcérées d'évoluer dans un milieu favorisant la prise en charge de leurs responsabilités respectives.

Pour ce faire, les agents des services correctionnels procèdent de façon régulière à la fouille des cellules et de tous autres emplacements situés à l'intérieur et à l'extérieur des établissements de détention. Ces activités de fouilles peuvent être effectuées à n'importe quel moment et aussi souvent que nécessaire. Toutefois, elles ne sont pas toutes inscrites dans un registre puisque certaines activités de fouille ne nécessitent pas la rédaction d'un rapport.

Le tableau qui suit inclut essentiellement les activités de fouille des cellules qui ont été recensées lors des deux dernières années complètes. Les données pour l'année en cours, soit 2012-2013, ne sont présentement pas disponibles. Il est important de préciser qu'une activité de fouille peut consister en la fouille d'une cellule, la fouille de toutes les cellules d'un même secteur ou même de l'ensemble des secteurs d'un établissement de détention.

Établissements	Activités de fouille <sup>1</sup> 2010-2011	Activités de fouille <sup>1</sup> 2011-2012	Établissements	Activités de fouille <sup>1</sup> 2010-2011	Activités de fouille <sup>1</sup> 2011-2012
Amos	8	3	Rimouski	10	25
Baie-Comeau	4	9	Roberval	18	10
Chicoutimi	8	8	Sept-Îles	3	12
Hull	277	150	Sherbrooke	77	57
Montréal	237	208	Saint-Jérôme	71	79
Percé	16	9	Sorel	9	11
Québec	1 342	1 270	Maison Tanguay	98	82
New Carlisle	4	6	Trois-Rivières	47	33
Rivière-des-Prairies	100	165	<b>TOTAL</b>	<b>2 329</b>	<b>2 137</b>

<sup>1</sup> Les différentes activités de fouille effectuées ne sont pas rapportées systématiquement dans ce tableau.

Voici une liste non exhaustive d'objets interdits ou non autorisés qui ont été saisis lors d'une activité de fouille

- Accumulation de literie (drap, oreiller, couverture et matelas)
- Accumulation de médicament
- Accumulation de nourriture
- Accumulation de paquet de cigarettes
- Aiguille
- Alcool frelaté
- Balance artisanale
- Batterie
- Briquet et allumette
- Brosse à dents électrique
- Carte à puce
- Cendrier
- Chandelle artisanale
- Ciseau
- Coupe-ongle
- Différents outils (tournevis, pince en métal, scie artisanale, mèche de perceuse, ruban électrique, papier sablier, vis et clé Allen)
- Encre à tatouage
- Haut-parleur artisanal
- Lame de rasoir ou lame d'exacto
- Lampe de poche
- Morceaux de bois avec des clous
- Pen gun
- Photo de nudité
- Pic artisanal
- Pipe artisanale
- Rallonge électrique
- Séchoir à cheveux
- Seringue
- Stupéfiants divers (haschich, cannabis, poudre blanche ou autres stupéfiants non identifiés)
- Téléphone cellulaire et accessoire (chargeur de cellulaire et carte SIM)
- Trombone
- Ustensile

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME :** SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

**QUESTION 92 : Échéancier complet et coûts totaux et/ou révisés relativement à la construction des établissements de détention de Sorel, de Roberval, d'Amos et de Sept-îles.**

Veillez vous référer à la question 85 du 2<sup>e</sup> groupe de l'opposition.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie – 01.05**

**QUESTION 93 : Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour l'année 2012-2013.**

Voir document ci-joint

La période de collecte d'information est du 1<sup>er</sup> avril au 30 novembre 2012.



**QP - 93 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2012-2013**

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
1335-2011	Programme d'aide financière spécifique relatif aux pluies abondantes et aux vents violents survenus les 21 et 22 juillet 2011, dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	E	35 703 \$
		Sous-total		35 703 \$
1344-2011	Programme d'aide financière spécifique relatif aux pluies abondantes et aux vents violents survenus du 4 au 6 septembre 2011, dans des municipalités du Québec			
		12 CHAUDIERE/APPALACHES	M	28 587 \$
		Sous-total		28 587 \$
2005-08-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues le 31 août 2005, dans des municipalités du Québec			
		09 COTE-NORD	M	137 000 \$
		Sous-total		137 000 \$
2005-12-02G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues les 2, 3 et 4 décembre 2005, dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	M	48 820 \$
		Sous-total		48 820 \$
2006-10-20G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 20 et 21 octobre 2006, dans des municipalités du Québec			
		09 COTE-NORD	M	82 831 \$
		12 CHAUDIERE/APPALACHES	P	0 \$
		Sous-total		82 831 \$
758-2007 2007-08-09S	Programme d'aide financière spécifique suite aux pluies abondantes survenues les 8 et 9 août 2007 dans la ville de Gaspé, la municipalité de Grande-Vallée et le canton de Cloridorme			
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	E	0 \$
		11	P	1 121 \$
		Sous-total		1 121 \$
2007-11-16G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes des 16 et 17 novembre 2007			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	E	0 \$
		01	M	44 206 \$
		01	P	7 093 \$
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	P	49 530 \$
		Sous-total		100 829 \$
2008-04-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Travaux de bris de couvert de glace et inondations survenues entre le 1 <sup>er</sup> et le 23 avril 2008, dans des municipalités du Québec			
		02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	P	21 107 \$
		04 MAURICIE	H	930 \$
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	P	0 \$
		15 LAURENTIDES	M	750 000 \$
		Sous-total		772 037 \$
2008-07-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres - Pluies abondantes survenues entre le 31 juillet et le 3 août 2008, dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	P	154 \$
		Sous-total		154 \$
2008-08-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 5 et 6 août 2008, dans des municipalités du Québec			
		04 MAURICIE	M	7 158 \$
		Sous-total		7 158 \$
2008-12-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues le 22 décembre 2008, dans des municipalités du Québec			
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	M	33 411 \$
		Sous-total		33 411 \$
2009-04-03G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues entre le 3 et le 6 avril 2009, dans des municipalités du Québec			
		07 OUTAOUAIS	E	119 \$
		07	H	0 \$
		08 ABITIBI-TEMISCAMINGUE	P	0 \$
		14 LANAUDIERE	H	80 \$
		14	M	11 503 \$
		14	P	3 077 \$
		15 LAURENTIDES	P	505 \$
		Sous-total		15 284 \$
2009-07-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues le 1 <sup>er</sup> juillet 2009, dans des municipalités du Québec			
		14 LANAUDIERE	E	33 275 \$
		14	M	1 149 \$
		Sous-total		34 424 \$
2010-06-23G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Tremblement de terre survenu le 23 juin 2010, dans des municipalités du Québec			
		07 OUTAOUAIS	E	0 \$
		07	H	2 810 \$
		07	P	883 541 \$
		15 LAURENTIDES	H	1 200 \$
		15	P	44 666 \$
		Sous-total		932 218 \$

**QP - 93 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2012-2013**

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2010-09-30G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 30 septembre et 1 <sup>er</sup> octobre 2010, dans des municipalités du Québec			
	03	QUEBEC	P	485 \$
	05	ESTRIE	E	29 810 \$
	05		H	0 \$
	05		P	46 748 \$
	12	CHAUDIERE/APPALACHES	P	5 729 \$
		Sous-total		82 771 \$
2010-12-06G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues du 5 au 7 décembre 2010, dans des municipalités du Québec			
	03	QUEBEC	E	3 839 \$
	03		H	120 \$
	03		M	55 502 \$
	03		P	295 463 \$
	12	CHAUDIERE/APPALACHES	P	5 869 \$
		Sous-total		360 794 \$
2010-12-06S	113-2011 – Programme d'aide financière spécifique relatif aux sinistres survenus du 5 au 7 décembre 2010 et du 13 décembre 2010 au 10 janvier 2011 sur le territoire des régions administratives du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	E	407 157 \$
	01		H	9 260 \$
	01		M	239 983 \$
	01		P	1 635 141 \$
	09	COTE-NORD	H	4 800 \$
	09		M	187 308 \$
	09		P	482 662 \$
	11	GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	E	762 733 \$
	11		H	2 900 \$
	11		M	86 865 \$
	11		P	738 843 \$
		Sous-total		4 557 653 \$
2011-03-25S	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol dans la municipalité de Saint-Jude et dans la municipalité de Saint-Louis			
	16	MONTEREGIE	M	3 715 000 \$
		Sous-total		3 715 000 \$
2012-02-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de verglas survenue les 11 et 12 février 2012, dans des municipalités du Québec			
	11	GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	H	3 660 \$
	11		M	100 000 \$
	11		P	6 619 \$
		Sous-total		110 279 \$
2012-03-08G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 8 au 22 mars 2012, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	20 345 \$
	01		P	25 000 \$
	02	SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	M	25 319 \$
	02		P	21 333 \$
	03	QUEBEC	E	30 637 \$
	03		H	13 380 \$
	03		M	67 461 \$
	03		P	496 658 \$
	08	ABITIBI-TEMISCAMINGUE	P	45 988 \$
	11	GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	M	2 417 \$
	12	CHAUDIERE/APPALACHES	H	0 \$
	12		M	3 259 \$
	12		P	20 347 \$
	14	LANAUDIERE	H	3 900 \$
	14		M	9 312 \$
	14		P	280 695 \$
		Sous-total		1 066 051 \$
2012-07-04G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 4 juillet 2012, dans des municipalités du Québec			
	16	MONTEREGIE	M	1 931 \$
		Sous-total		1 931 \$
493-2011 2011-04-10S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 10 avril au 6 mai 2011, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	2 348 \$
	01		P	12 269 \$
	02	SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	H	11 298 \$
	02		M	7 685 \$
	02		P	129 943 \$
	04	MAURICIE	E	58 634 \$
	05	ESTRIE	E	157 387 \$
	05		H	0 \$
	05		M	174 937 \$
	05		O	9 851 \$
	05		P	150 141 \$
	07	OUTAOUAIS	P	205 \$
	09	COTE-NORD	M	7 537 \$
	09		P	372 \$
	11	GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	P	0 \$
	12	CHAUDIERE/APPALACHES	M	67 119 \$
	12		P	2 088 \$



Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
		14 LANAUDIERE	P	7 126 \$
		16 MONTEREGIE	E	1 613 762 \$
		16	H	278 390 \$
		16	M	680 196 \$
		16	O	171 130 \$
		16	P	15 819 365 \$
		17 CENTRE-DU-QUEBEC	E	1 905 \$
		17	P	7 083 \$
		Sous-total		19 370 772 \$
960-2011 2011-06-23S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux pluies abondantes survenues les 23 et 24 juin 2011 et aux imminences de mouvements de sol s'y rattachant, dans des municipalités du Québec			
		07 OUTAOUAIS	H	8 160 \$
		07	M	243 060 \$
		07	P	501 835 \$
		Sous-total		753 055 \$
961-2011 2011-08-28S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux pluies abondantes et aux vents violents survenus les 28 et 29 août 2011 et aux imminences de mouvements de sol s'y rattachant, dans des municipalités du Québec			
		02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	H	660 \$
		02	M	187 500 \$
		02	P	47 098 \$
		03 QUEBEC	E	131 164 \$
		03	H	420 \$
		03	M	36 678 \$
		03	P	7 497 \$
		05 ESTRIE	E	9 964 \$
		05	H	2 320 \$
		05	M	150 713 \$
		05	P	71 658 \$
		09 COTE-NORD	E	28 486 \$
		09	M	5 990 \$
		09	P	4 305 \$
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	P	2 172 \$
		12 CHAUDIERE/APPALACHES	E	227 305 \$
		12	H	24 700 \$
		12	M	950 121 \$
		12	P	1 005 344 \$
		16 MONTEREGIE	E	6 135 \$
		16	H	2 200 \$
		16	M	53 639 \$
		16	P	149 571 \$
		17 CENTRE-DU-QUEBEC	M	39 130 \$
		17	P	139 753 \$
		Sous-total		3 284 522 \$
2008-06-14G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues entre le 14 et le 17 juin 2008, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	E	0 \$
		Sous-total		0 \$
2009-07-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Orages et vents violents survenus le 11 juillet 2009, dans des municipalités du Québec			
		15 LAURENTIDES	M	29 562 \$
		Sous-total		29 562 \$
2009-08-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondation survenue le 31 août 2009, dans la municipalité de Denholm			
		07 OUTAOUAIS	M	11 037 \$
		Sous-total		11 037 \$
2009-12-03G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues le 3 décembre 2009, dans des municipalités du Québec			
		03 QUEBEC	P	10 964 \$
		Sous-total		10 964 \$
2010-01-03G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues le 3 janvier 2010, dans la ville de Château-Richer			
		03 QUEBEC	P	653 \$
		Sous-total		653 \$
2010-01-25G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues les 25 et 26 janvier 2010, dans des municipalités du Québec			
		17 CENTRE-DU-QUEBEC	E	1 429 \$
		Sous-total		1 429 \$
2010-04-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Dommages causés au chemin Montcerf, dans la municipalité de Montcerf-Lytton, en raison d'un glissement de terrain survenu en avril 2010			
		07 OUTAOUAIS	M	35 767 \$
		Sous-total		35 767 \$
2010-04-04G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues les 4 et 5 avril 2010, dans la municipalité de East Broughton			
		12 CHAUDIERE/APPALACHES	P	256 \$
		Sous-total		256 \$
2010-05-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Incendies de forêt survenus en mai 2010, dans la ville de La Tuque			
		04 MAURICIE	O	11 529 \$
		Sous-total		11 529 \$

**QP - 93 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2012-2013**

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2010-05-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Glissement de terrain survenu le 10 mai 2010, dans la municipalité de Saint-Jude			
		16 MONTEREGIE	M	253 197 \$
		Sous-total		253 197 \$
2010-05-25G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Incendies de forêt survenus du 25 mai au 10 juin 2010, à proximité des réserves indiennes de Manawan, d'Obedjiwan et de Wemotaci			
		06 MONTREAL	O	87 587 \$
		Sous-total		87 587 \$
2010-06-02M	Programme d'aide financière relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice des propriétaires des résidences principales sises au 1902, au 1922, au 1942, au 1962 et au 1982, rue des Bouleaux, dans la ville de Saguenay et au bénéfice de la Ville de Saguenay			
		02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	H	320 \$
		Sous-total		320 \$
2010-06-27G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 27 et 28 juin 2010, dans la ville de Cookshire-Eaton			
		05 ESTRIE	P	2 999 \$
		Sous-total		2 999 \$
2010-07-01M	Programme d'aide financière relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice de la Paroisse de Saint-Justin			
		04 MAURICIE	M	1 276 \$
		Sous-total		1 276 \$
2010-07-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues le 9 juillet 2010, dans des municipalités du Québec			
		12 CHAUDIERE/APPALACHES	M	3 680 \$
		12	P	4 763 \$
		Sous-total		8 443 \$
2010-08-03G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues du 3 au 6 août 2010, dans des municipalités du Québec			
		02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	M	2 491 \$
		05 ESTRIE	M	3 751 \$
		Sous-total		6 242 \$
2010-08-15G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues le 15 août 2010, dans des municipalités du Québec			
		07 OUTAOUAIS	M	20 473 \$
		Sous-total		20 473 \$
2010-09-24M	Programme d'aide financière relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice du propriétaire d'une résidence, dans la municipalité des Îles-de-la-Madeleine, secteur Havre-aux-Maisons			
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	S	13 380 \$
		Sous-total		13 380 \$
2010-11-10M	Programme d'aide financière relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice des propriétaires d'une résidence, dans la paroisse de L'Épiphanie et au bénéfice de la Paroisse de L'Épiphanie			
		14 LANAUDIÈRE	S	3 381 \$
		Sous-total		3 381 \$
2010-12-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 1 <sup>er</sup> et 2 décembre 2010, dans des municipalités du Québec			
		04 MAURICIE	M	130 648 \$
		14 LANAUDIÈRE	M	4 639 \$
		14	P	14 592 \$
		Sous-total		149 879 \$
2010-12-16M	Programme d'aide financière relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice du propriétaire d'une résidence dans la paroisse de Saint Côme			
		14 LANAUDIÈRE	P	7 262 \$
		Sous-total		7 262 \$
2010-12-20G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues du 20 au 28 décembre 2010, dans des municipalités du Québec			
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	E	0 \$
		Sous-total		0 \$
2011-02-11M	Programme d'aide financière relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice du propriétaire d'une résidence dans la ville de Saint-Pie			
		16 MONTEREGIE	S	96 127 \$
		Sous-total		96 127 \$
2011-03-17G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues du 17 au 20 mars 2011, dans des municipalités du Québec			
		16 MONTEREGIE	H	100 \$
		16	H	0 \$
		16	M	37 057 \$
		16	P	2 944 \$
		16	P	13 582 \$
		Sous-total		53 682 \$
2011-04-30G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 <sup>er</sup> décembre 2010 au 30 avril 2011, dans des municipalités du Québec			
		16 MONTEREGIE	M	3 394 \$
		Sous-total		3 394 \$

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2011-05-05M	Programme d'aide financière relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice des propriétaires d'une résidence dans la ville de Québec	03 QUEBEC	S	11 452 \$
		Sous-total		11 452 \$
2011-05-26G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes et vents violents survenus les 26 et 29 mai 2011, dans des municipalités du Québec	05 ESTRIE	E	1 164 \$
		Sous-total		1 164 \$
2011-06-23M	Programme d'aide financière relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice de propriétaires de résidences principales sises dans des municipalités du Québec	07 OUTAOUAIS	H	3 160 \$
		Sous-total		3 160 \$
2010-11-11S	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol menaçant les bâtiments de l'entreprise Ferme Agneaux des Champs, situés au 201, rang du Bas-de-l'Achigan, dans la paroisse de l'Épiphanie	14 LANAUDIÈRE	S	71 182 \$
		Sous-total		71 182 \$
2011-05-13S	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol pour les résidences principales sises au 1139-1141 et au 1149-1151, rue La Brosse, dans la ville de Saguenay	02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	S	232 \$
		Sous-total		232 \$
2011-05-21S	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales et bâtiments essentiels d'entreprises situés dans le secteur du boulevard Henri-Bourassa et de la côte de la Sucrierie, dans la ville de Québec	03 QUEBEC	H	18 420 \$
		03	S	364 429 \$
		03	S	39 460 \$
		Sous-total		422 309 \$
2011-06-17S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux pluies abondantes survenues le 17 juin 2011, dans la ville de Saint-Georges	12 CHAUDIÈRE/APPALACHES	E	2 588 \$
		Sous-total		2 588 \$
2011-07-19S	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice du propriétaire d'une résidence sur le territoire de la ville de Saguenay, arrondissement La Baie	02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	P	118 464 \$
		Sous-total		118 464 \$
2011-08-02S	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice des propriétaires des résidences principales sises au 1165-1167, au 1203, au 1215 et au 1219, rue Saint-Timothée, sur le territoire de la ville de Saguenay, arrondissement Chicoutimi	02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	S	128 015 \$
		02	M	6 510 \$
		Sous-total		134 525 \$
2011-08-11S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux pluies abondantes survenues le 11 août 2011, dans des municipalités du Québec	04 MAURICIE	M	10 000 \$
		04	P	3 236 \$
		Sous-total		13 236 \$
2011-08-22S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues le 22 août 2011, dans la municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier	03 QUEBEC	P	30 973 \$
		Sous-total		30 973 \$
2011-10-20S	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol pour une résidence dans la ville de L'Assomption	14 LANAUDIÈRE	S	159 872 \$
		Sous-total		159 872 \$
2011-11-30S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues le 30 novembre 2011, dans la paroisse de Saint-Côme	14 LANAUDIÈRE	E	1 819 \$
			M	50 000 \$
		Sous-total		51 819 \$
2011-12-07G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 7 décembre 2011 au 30 avril 2012, dans des municipalités du Québec	05 ESTRIE	M	4 509 \$
		12 CHAUDIÈRE/APPALACHES	M	1 228 \$
		14 LANAUDIÈRE	M	14 773 \$
		16 MONTEREGIE	M	16 132 \$
		17 CENTRE-DU-QUEBEC	M	53 923 \$
		Sous-total		90 564 \$
2012-03-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissement de terrain survenu en mars 2012, derrière une résidence dans la municipalité de Deschailhons-sur-Saint-Laurent	17 CENTRE-DU-QUEBEC	P	575 \$
		Sous-total		575 \$
2012-05-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 22 mai 2012, dans des municipalités du Québec	16 MONTEREGIE	M	7 489 \$
		Sous-total		7 489 \$

QP - 93 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2012-2013

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2012-05-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 29 mai 2012, dans des municipalités du Québec			
		07 OUTAOUAIS	M	51 \$
		12 CHAUDIERE/APPALACHES	M	28 000 \$
		16 MONTEREGIE	M	2 196 \$
		16	P	6 444 \$
		Sous-total		36 691 \$
2012-06-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus les 29 et 30 juin 2012, dans la municipalité de Rivière-Éternité			
		02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	M	18 985 \$
		Sous-total		18 985 \$
2012-08-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – une résidence dans la ville de Québec			
		03 QUEBEC	S	172 090 \$
		Sous-total		172 090 \$
		TOTAL		37 688 612 \$
Légende -Type				
P :	Particuliers - Dommages aux biens			
H :	Hébergement			
S :	Mouvements de sol (pour particuliers ou entreprises)			
E :	Entreprises			
O :	Organismes			
M :	Municipalités			

MINISTERE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE 01.05**

**Question 94 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué en 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.**

Veuillez vous référer à la question 50 du groupe de l'opposition officielle.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05**

**Question 95 : État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2012-2013.**

Les pourparlers entrepris par le ministère avec le milieu municipal visent à retenir les solutions pour contrer l'érosion et s'inspirent d'une stratégie convenue avec les quatre autres ministères signataires du Cadre de prévention des principaux risques naturels, soit le MTQ, le MAMROT, le MRN et le MDDEFP. Celle-ci privilégie le retrait progressif des résidences et infrastructures menacées, réservant l'option des ouvrages de protection dans les cas d'exception.

Cette orientation a pour effet d'éliminer le risque à la source, de diminuer les coûts potentiels des solutions et d'éviter à l'avenir les coûts récurrents d'entretien ou de remise en état. Prenant fin le 31 mars 2013, un nouveau projet de prévention lié au Cadre de prévention des principaux risques naturels a été mis en place au cours de l'exercice 2012-2013 relativement à des risques de glissements de terrain à Notre-Dame-de-la-Salette. Les autres actions du MSP ont permis d'assurer la continuité des travaux de l'ensemble des projets de prévention qui seront complétés d'ici le 31 mars 2013.

De plus, 163 résidences ayant subi des dommages ou des pertes de terrains majeures ont été déclarées en situation de danger imminent donnant droit à l'application du Programme spécifique relatif aux grandes marées de 2010 (Décret 113-2011). Le MSP a donc versé pour l'ensemble de ce programme spécifique, un montant de 19,9 M\$ en indemnisation.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie – 01.05**

**QUESTION 96 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.**

**Ventilation par régions**

<b>1. Bas-Saint-Laurent</b> Basques	<b>8 schémas attestés</b>	Matane, Matapédia, Mitis, Rimouski-Neigette, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Kamouraska, Les
<b>2. Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>	<b>5 schémas attestés</b>	Domaine-du-Roy, Fjord-du-Saguenay , Lac-Saint-Jean-Est, Maria-Chapdelaine, Saguenay
<b>3. Capitale-Nationale</b> Charlevoix	<b>6 schémas attestés</b>	Charlevoix-Est, Île-d'Orléans, La Jacques-Cartier, Portneuf, Québec, Côte-de-Beaupré,
<b>4. Mauricie</b>	<b>6 schémas attestés</b>	La Tuque, Maskinongé, Shawinigan, Trois-Rivières, Mékinac, Les Chenaux
<b>5. Estrie</b> Sources, Le Granit	<b>7 schémas attestés</b>	Coaticook, Memphrémagog, Sherbrooke, Val-Saint-François, Le Haut Saint-François, Les
<b>6. Montréal</b>	<b>1 schéma attesté</b>	Montréal
<b>7. Outaouais</b>	<b>5 schémas attestés</b>	Collines-de-l'Outaouais, Gatineau, Papineau, Vallée-de-la-Gatineau, Pontiac
<b>8. Abitibi-Témiscamingue</b>	<b>5 schémas attestés</b>	Abitibi, Rouyn-Noranda, Témiscamingue, Vallée-de-l'Or, Abitibi-Ouest

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie – 01.05**

**QUESTION 96 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.**

**Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie**

Au 30 novembre 2012, les 103 autorités régionales ont déposé leur schéma de couverture de risques en sécurité incendie et 96 ont obtenu une attestation de conformité.

**Stratégies et orientations pour les schémas de couverture de risques en sécurité civile**

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a priorisé la réalisation et la mise en œuvre des schémas de couverture de risques incendie par les MRC et les municipalités découlant de la Loi sur la sécurité incendie plutôt que de lancer la démarche municipale prévue à la Loi sur la sécurité civile dans laquelle s'inscrivait l'implantation des schémas de sécurité civile.

L'établissement des schémas en incendie, dont la première génération est en voie d'être complétée, a largement contribué à améliorer l'organisation, la compétence et les ressources des services incendie au Québec. Considérant que les services d'incendie représentent un acteur clé des municipalités en matière de sécurité civile, cet exercice a ainsi permis d'accroître la préparation municipale face aux sinistres.

Le MSP est présentement à développer ou à revoir divers outils devant permettre d'améliorer, au cours des prochaines années, la gestion des risques et des sinistres au Québec.

La période de collecte d'information est du 1<sup>er</sup> avril au 30 novembre 2012.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie – 01.05**

<b>QUESTION 96 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.</b>		
<b>9. Côte-Nord</b>	<b>5 schémas attestés</b>	Golfe-du-Saint-Laurent, Haute-Côte-Nord, Manicouagan, Minganie, Sept-Rivières
	<b>1 schéma à compléter</b>	Caniapiscau
<b>10. Nord-du-Québec</b>	<b>2 schémas attestés</b>	A.R. Kativik, Baie-James
<b>11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>	<b>5 schémas attestés</b>	Bonaventure, Côte-de-Gaspé, Haute-Gaspésie, Les Îles-de-la-Madeleine, Rocher-Percé
	<b>1 schéma à compléter</b>	Avignon
<b>12. Chaudière-Appalaches</b>	<b>9 schémas attestés</b>	Bellechasse, Etchemins, L'Islet, Lévis, Lotbinière, Nouvelle-Beauce, Montmagny, Robert-
Cliche,	<b>1 schéma à compléter</b>	Les Appalaches Beauce-Sartigan
<b>13. Laval</b>	<b>1 schéma attesté</b>	Laval
<b>14. Lanaudière</b>	<b>6 schémas attestés</b>	D'Autray, Les Moulins, Joliette, Matawinie, Assomption, Montcalm
<b>15. Laurentides</b>	<b>7 schémas attestés</b>	Antoine-Labelle, Argenteuil, Laurentides, Pays-d'en-Haut, Rivière-du-Nord, Thérèse-De
Blainville,	<b>1 schéma à compléter</b>	Deux-Montagnes Mirabel

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie – 01.05**

**QUESTION 96 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.**

<b>16. Montérégie</b> du-Richelieu, de-Napierville	<b>12 schémas attestés</b>	Acton, Brome-Missisquoi, Haut-Richelieu, Lajemmerais, Longueuil, Pierre-De Saurel, Vallée-Vaudreuil-Soulanges, Maskoutains, Rouville, Haut-Saint-Laurent, Jardins-
	<b>1 schéma à compléter</b>	Roussillon
	<b>1 schéma en voie d'être attesté</b>	Beauharnois-Salaberry
<b>17. Centre-du-Québec</b>	<b>5 schémas attestés</b>	Arthabaska, Bécancour, L'Érable, Drummond, Nicolet-Yamaska

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie – 01.05**

**QUESTION 97 : Détail de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.**

Peu importe le nombre d'habitants dans une municipalité :

- La municipalité est maître d'œuvre de la sécurité civile sur son territoire. Concrètement lors d'un sinistre, la municipalité a la responsabilité première de mettre en place les mesures qui s'imposent pour protéger ses citoyens. Le rôle de la sécurité civile du MSP est de venir appuyer les municipalités dans ses actions. Le MSP est proactif dans ses interventions et s'assure que la municipalité a les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des sinistrés.
- Lorsque des événements exceptionnels surviennent, le MSP est toujours prêt à soutenir les municipalités et intervenir en mettant à leur disposition les ressources et l'expertise des différents ministères et organismes, par l'intermédiaire des Organisations régionales de sécurité civile et de l'Organisation de sécurité civile du Québec.
- Le MSP coordonne l'action gouvernementale et, lorsque la situation le requiert, dépêche du personnel sur les lieux pour aider les municipalités.
- Le montant de la participation financière est fixé en fonction de l'évaluation démographique de la population de la municipalité, selon le Programme général d'aide financière.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie – 01.05**

**QUESTION 98 : Échéancier et copie de la refonte (et des modifications) de la loi sur la sécurité civile.**

Les documents visés par votre demande ne peuvent être communiqués en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie – 01.05**

**QUESTION 99 : Description des postes des employés des directions et bureaux régionaux de la sécurité civile**

**Description des postes à la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie :**

Personnel de soutien et techniciens : 73

Professionnels : 183

Cadres : 19

**Description des postes par direction régionale :**

**Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**

Personnel de soutien et techniciens : 2

Professionnels : 6

Cadres : 1

**Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord**

Personnel de soutien et techniciens : 2

Professionnels : 7

Cadres : 1

**Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik**

Personnel de soutien et techniciens : 1

Professionnels : 6

Cadres : 1

**QUESTION 99 : Description des postes des employés des directions et bureaux régionaux de la sécurité civile**

**Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec**

Personnel de soutien et techniciens : 2

Professionnels : 5

Cadres : 1

**Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie**

Personnel de soutien et techniciens : 3

Professionnels : 7

Cadres : 1

**Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides**

Personnel de soutien et techniciens : 3

Professionnels : 9

Cadres : 1

**Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec**

Personnel de soutien et techniciens : 2

Professionnels : 6

Cadres : 1

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie – 01.05**

**QUESTION 100 : Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile**

Règlement sur les normes, les spécifications et les critères de qualité applicables aux centres d'urgence 9-1-1 et à certains centres secondaires d'appels d'urgence  
[http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/S\\_2\\_3/S2\\_3R2.htm](http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/S_2_3/S2_3R2.htm)



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie – 01.05**

**QUESTION 101 : Concernant les inondations du printemps 2011 dans le Haut-Richelieu, indiquer**

- a. Combien de sinistrés attendent toujours le paiement complet de leur dédommagement par le ministère de la Sécurité publique (dossiers ouverts);

Pour le décret 493-2011 :

Particuliers – Dommages aux biens :	886
Particuliers – Hébergement :	9
Entreprises :	91
Organismes :	3
Municipalités :	24
<b>Total :</b>	<b>1013</b>

- b. Pour les sinistrés qui attendent toujours le paiement complet de leur dédommagement par le ministère de la Sécurité publique (dossiers ouverts), pourcentage de l'aide payée à laquelle ils sont admissibles.

Particuliers – Dommages aux biens : 880 (99 %) ont reçu un paiement ou plus. De ce nombre 851 (97 %) ont reçu de 80 % à 100 % de l'aide financière admissible;  
29 (3 %) ont reçu de 50 % à 80 %

Particuliers – Hébergement : 9 (100 %) ont reçu un paiement ou plus.

Entreprises : 51 (56 %) ont reçu un paiement ou plus

Organismes : 3 (100 %) ont reçu un paiement ou plus

Municipalités : 19 (79 %) ont reçu un paiement ou plus

Dans les dossiers restants (51), nous sommes en attente de documents de la part des sinistrés.

- c. Quels sont les montants déboursés jusqu'à maintenant aux sinistrés de la rivière Richelieu et combien d'argent estime-t-on qu'il reste à verser;

Particuliers – Dommages aux biens :	54 052 721 \$
Particuliers Hébergement :	2 425 064 \$
Entreprises :	3 022 297 \$
Organismes :	3 481 076 \$
Municipalités :	7 598 462 \$
<b>Total versé :</b>	<b>70 579 620 \$</b>

Il reste 15 000 000 \$ à verser

- d. Combien de personnes se sont prévaluées de leur droit de reconstruire dans la zone 2-20 ans : 577 résidences

La collecte d'information est en date du 30 novembre 2012.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC**

**Question 102 : Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2012-2013.**

Veillez vous référer à la question 77 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC**

**Question 103 : La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations et bonis prévus.**

Veillez vous référer à la question 78 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

**Question 104 : La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.**

Veillez vous référer à la question 79 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC**

**Question 105 : La liste des conditions et des tests requis pour être admissible à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.**

Veillez vous référer à la question 80 du groupe de l'opposition officielle.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec**

**QUESTION 106 : La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.**

**Les mesures de réduction budgétaires concernant les traitements sont les suivantes :**

- Effectuer une réduction annuelle récurrente de 1 % de la masse salariale basée sur les traitements apparaissant aux états financiers du 30 juin 2009 pour les exercices 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 (1 % de 16 641 351 \$), la cible de réduction totale demandée dans le plan d'action étant de 665 656 \$, soit 4 années de 166 414 \$, et ce, aux conditions suivantes :
  - ✓ Non-remplacement des postes laissés vacants lors de départs à la retraite, lesquels sont soumis à l'évaluation de la Direction générale;
  - ✓ Réduction de la masse salariale allouée aux emplois occasionnels, laquelle est soumise à l'évaluation de la Direction des ressources humaines.
- Ne verser aucun boni forfaitaire au rendement au personnel de direction et aux cadres pour les exercices débutant en 2010 et en 2011.

<b>Cible cumulative de réduction des dépenses des traitements</b>				
	2010-2011	2011-2012	2012-2013 *	2013-2014
Cible : en milliers de dollars	166,4	332,8	499,2	665,7
En pourcentage	1,0 %	2,0 %	3,0 %	4,0 %
Résultats	253,4	360,9		

\* Cible cumulative prévue au 30 juin 2013, résultat 2012-2013 sera connu le 30 juin 2013 seulement

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec**

**QUESTION 106 : La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police du Québec à la demande du Conseil du trésor pour 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.**

**Les mesures de réduction budgétaires concernant les dépenses de nature administrative sont les suivantes :**

- ✓ Effectuer, à compter de l'exercice 2010-2011, une réduction des dépenses de fonctionnement de nature administrative qui atteindra 10 % en 2013-2014, et ce, aux conditions suivantes en réduisant dès 2010-2011 de :
  - ✓ 25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacement
- ✓ La réduction totale fixée par l'École de 2010-2011 à 2013-2014 atteindra 108 300 \$.

Cible cumulative de réduction des dépenses de nature administrative				
	2010-2011	2011-2012	2012-2013 *	2013-2014
Cible : en milliers de dollars	53,8	53,8	68,4	108,3
En pourcentage	8,5 %	8,5 %	10,8 %	17,1 %
Résultats	68,2	81,1		

\* Cible cumulative prévue au 30 juin 2013, résultat 2012-2013 sera connu le 30 juin 2013 seulement



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 03.04**

**Question 107 : Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2012-2013.**

Veuillez vous référer à la question 62 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 03.04**

**Question 108 : La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations et bonis prévus.**

Veillez vous référer à la question 63 du groupe de l'opposition officielle.

227



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 03.04

**Question 109 : La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2012-2013 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.**

Veuillez vous référer à la question 64 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 03.04

**Question 110 : Répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour la période 2012-2013 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.**

Veuillez vous référer à la question 65 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 03.04

**Question 111 : Liste des motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.**

Veuillez vous référer à la question 66 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 03.05

**Question 112 : Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emplois, ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2012-2013.**

Veuillez vous référer à la question 67 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 03.05

**Question 113 : La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations et bonis prévus.**

Veillez vous référer à la question 68 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 03.05

**Question 114 : Le nombre de dossiers reçus pour la période 2010-2011 par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux).**

Veillez vous référer à la question 69 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 03.05**

**Question 115 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 décembre 2012, par catégorie et par origine.**

Veuillez vous référer à la question 70 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 03.05

**Question 116 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.**

Veuillez vous référer à la question 71 du groupe de l'opposition officielle.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04**

**QUESTION 117 : État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.**

Depuis l'entrée en vigueur du projet de loi 80, le 15 juin 2006, 353 demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière. Le Comité de déontologie policière a rendu 343 décisions, dont 36 défavorables aux policiers requérants.

Les 10 dossiers restants sont soit en délibéré ou feront l'objet d'une décision au cours de l'exercice financier 2012-2013.

Au cours de l'année financière 2012-2013<sup>(1)</sup>, 18 demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière qui, au cours de la même période, a rendu 15 décisions.

<sup>(1)</sup> Du 1<sup>er</sup> avril 2012 au 30 novembre 2012 (date de compilation)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER 03.03

**Question 118 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2012-2013, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.**

Veillez vous référer à la question 55 du groupe de l'opposition officielle.

227





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER 03.03**

**Question 119 : Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories 2012-2013.**

Veuillez vous référer à la question 56 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER 03.03

**Question 120 : La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations prévues et les bonis et primes reçues au cours de la même période.**

Veillez vous référer à la question 57 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER 03.03

**Question 121 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2009, 2010, 2011 et 2012, ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.**

Veillez vous référer à la question 58 du groupe de l'opposition officielle.

233



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER 03.03

**Question 122 : La liste des enquêtes terminées en 2012-2013 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).**

Veillez vous référer à la question 59 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER 03.03

**Question 123 : La liste des enquêtes pendantes au 31 décembre 2012 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.**

Veuillez vous référer à la question 60 du groupe de l'opposition officielle.

257



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER 03.03

**Question 124 : Copie des directives envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2012-2013.**

Veillez vous référer à la question 61 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES 03.02

**Question 125 : Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2012-2013, et prévisions pour 2013-2014.**

Veuillez vous référer à la question 72 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES 03.02**

**Question 126 : La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2012-2013, incluant leur Curriculum Vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat, ainsi que les augmentations et bonis prévus.**

Veuillez vous référer à la question 73 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES 03.02**

**Question 127 : La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2012-2013 (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libérations conditionnelles et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).**

Veuillez vous référer à la question 74 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES 03.02**

**Question 128 : La répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour la période 2012-2013.**

Veuillez vous référer à la question 75 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES 03.02**

**Question 129 : Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.**

Veillez vous référer à la question 76 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX 03.01

**Question 130 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.**

Veuillez vous référer à la question 90 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX 03.01**

**Question 131 : Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2012-2013.**

Veuillez vous référer à la question 82 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTERE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX 03.01

**Question 132 : La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrer en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.**

Veuillez vous référer à la question 83 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX 03.01

**Question 133 : Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps policiers mandatés, pour chaque secteur d'activités pour la période 2012-2013.**

Veuillez vous référer à la question 84 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX 03.01

**Question 134 : Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués pour la période 2012-2013, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.**

Veillez vous référer à la question 85 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX 03.01

**Question 135 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2012-2013, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.**

Veillez vous référer à la question 86 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX 3.01**

**Question 136 : Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2012-2013.**

Veillez vous référer à la question 87 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX 03.01**

**Question 137 : Le nombre de licences de course, de pistes de courses, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2012-2013.**

Veuillez vous référer à la question 88 du groupe de l'opposition officielle.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX 03.01

**Question 138 : Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour la période 2012-2013 ainsi que le résultat de la décision.**

Veillez vous référer à la question 89 du groupe de l'opposition officielle.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

<b>QUESTION 139 : Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013<sup>1</sup></b>				
	<b>2009-2010</b>	<b>2010-2011</b>	<b>2011-2012</b>	<b>2012-2013<sup>1</sup></b>
Gestionnaire de salle	7	7	5	3
Bingo en salle	30	28	27	19
<sup>1</sup> La période de collecte d'information est du 1 <sup>er</sup> avril au 30 novembre 2012				



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

**TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX 03.01**

**Question 140 : Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gente féminine dans des bars ou clubs en 2011-2012 et 2012-2013.**

Veuillez vous référer à la question 91 du groupe de l'opposition officielle.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX – 03.01**

**QUESTION 141 : Depuis 2004, le nombre de contrôles anti-dopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positifs, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilé par sport.**

Sports de combat :	Nombre de contrôles anti-dopage	Nombre positifs	Heures et lieux
2012-2013 :	6	0	Centre Bell
2011-2012 :	12	0	Centre Bell et Colisé Pepsi
2010-2011 :	24	1*	Centre Bell et Colisé Pepsi
2009-2010 :	34	0	Casino de Montréal, Centre Bell et Colisé Pepsi
2008-2009 :	34	1*	Centre Bell
2007-2008 :	57	1*	Centre Bell, Parc Jarry et Studios Mel's
Conformément à l'application du Calendrier de conservation des documents de la Régie, les données ne sont pas disponibles pour les années antérieures.			
* Généralement les boxeurs testés positifs sont retirés des programmes de boxe subséquents par le promoteur donc la Régie n'a pas à sanctionner.			

\* La période de collecte d'information est du 1<sup>er</sup> avril 2012 au 30 novembre 2012.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX – 03.01**

**QUESTION 141 : Depuis 2004, le nombre de contrôles anti-dopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positifs, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilé par sport.**

<b>Courses :</b>	<b>Nombre de contrôles anti-dopage</b>	<b>Nombre positifs</b>
2012-2013* :	559	3
2011-2012 :	683	2
2010-2011 :	353	2
2009-2010 :	1 249	2
2008-2009 :	6 046	6
2007-2008 :	10 809	16
Conformément à l'application du Calendrier de conservation des documents de la Régie, les données ne sont pas disponibles pour les années antérieures.		
Sanctions liées : En moyenne, 50 jours de suspension ont été imposés pour chaque test positif.		
Les heures et les lieux des contrôles ne sont pas disponibles		

\* La période de collecte d'information est du 1<sup>er</sup> avril 2012 au 30 novembre 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

**Question 142 : Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2011-2012 et 2012-2013, par région.**

Veuillez vous référer à la question 28 du groupe de l'opposition officielle.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

**Question 143 : Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2011-2012 et 2012-2013.**

Veuillez vous référer à la question 29 du groupe de l'opposition officielle.